

Plan Stratégique de Développement 2013 - 2016



Croix-Rouge de Côte d'Ivoire – Abidjan Plateau Angle Bd Botreau Roussel Avenue Lamblin
01 B.P 1244 Abidjan 01- Tél. : (225) 20.32.13.35 - Fax (225) 20.22.43.81
www.croixrouge-ci.org / infos@croixrouge-ci.org

Association reconnue d'utilité publique selon le décret n° 63-169 du 18 avril 1963

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	3
ACRONYMES ET ABREVIATIONS	4
RESUME DU PLAN STRATEGIQUE	5
INTRODUCTION	6
CHAPITRE 1 : PRESENTATION DE L'INSTITUTION	7
1. Base juridique.....	7
2. Réalisations de la CRCI 2008-2012	7
3. Partenariats et financements.....	9
CHAPITRE 2 : ANALYSE DU CONTEXTE	10
1. Situation sociopolitique et sécuritaire	10
2. Contexte humanitaire et économique.....	10
3. Situation sanitaire et épidémiologique.....	10
4. Profil du pays en matière de catastrophes et les structures de gestion des catastrophes	12
5. Analyse des capacités institutionnelles de la CRCI.....	18
CHAPITRE 3 : STRATEGIES ET DOMAINES D'INTERVENTION 2013-2016.....	21
1. Mission, Vision 2013-2016 et orientation stratégique	22
2. Approches d'intervention	22
3. Domaines d'intervention	22
CHAPITRE 4 : MISE EN ŒUVRE, COORDINATION ET MECANISME DE SUIVI- EVALUATION	26
1. Projets Opérationnels en matière de Santé.....	26
2. Plan d'action du Programme gestion des catastrophes	28
3. Plan d'action du développement organisationnel	31
4. Cadre de Suivi-Evaluation du PSD.....	34
CHAPITRE 5 : BUDGET ET FINANCEMENT	36
ANNEXES	41
Annexe 1 : Synthèse des Résultats des Projets & Programmes 2008-2012.....	41
Annexe 2 : Structures de la Croix-Rouge de Cote d'Ivoire	45
Annexe 3 : Liste des participants.....	47
Bibliographie.....	48

REMERCIEMENTS

La période 2008 – 2012 qui s'est achevée était pleine de défis pour la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire. En effet, elle fut fortement marquée par la crise post électorale de novembre 2010 qui a éprouvée la Société Nationale et les braves volontaires des branches locales. A Abidjan comme dans l'ouest du pays, la CRCI était aux côtés des populations victimes de la crise armée. Cet évènement n'a pas tout de même empêché la mise en œuvre du Plan Stratégique 2008-2012 dans une optique d'apporter aux communautés, l'assistance et l'accompagnement pour leur bien-être. Par ailleurs, la SN a renforcé ses capacités à travers la mise en œuvre de son plan de développement organisationnel.

Le nouveau Plan Stratégique de Développement (PSD) 2013 -2016 établit la contribution de la Société Nationale de la Croix- Rouge de Côte d'Ivoire à l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement (PND) 2012-2015 en tant que auxiliaire des pouvoirs publics. Il constitue un outil de gestion qui précise les priorités de la Société nationale aussi bien au plan programmatique qu'organisationnel et propose les solutions idoines pour faire face aux priorités. Par conséquent, il demeure l'outil de référence en matière de coopération avec les sociétés sœurs et les autres partenaires.

Le processus participatif de l'élaboration dudit Plan traduit déjà la parfaite coopération qui existera dans sa mise en œuvre. Aussi, voudrions-nous remercier les partenaires du Mouvement et les acteurs du Gouvernement qui y ont contribué.

Nous exprimons d'abord notre gratitude à la Croix-Rouge Hollandaise pour son appui technique et financier ; au CICR, à la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, à la CR Française pour leur participation.

Nos remerciements vont ensuite à l'endroit du :

- Ministère de la Santé et de la Lutte contre le VIH Sida (MSLS) ;
- Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement (MEMPD) ;
- Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts ;
- Comité National de Télédétection et d'information Géographique (CNTIG) ;

dont la contribution des experts a été fortement bénéfique.

Nos remerciements vont enfin à l'endroit de tous les partenaires qui voudraient bien accompagner la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire dans la réalisation de la nouvelle vision qui fera bien entendu d'elle un acteur humanitaire qui œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des communautés vulnérables.

Le Secrétaire Général

La Présidente Nationale

Dr Nioulé Zéadé Léonard

Mme Coulibaly Monique

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACRED	: Assistance Croix-Rouge aux Enfants en situation Difficile
ATPC	: Assainissement Total Piloté par la Communauté
CCC	: Communication pour le Changement de Comportement
CDRT	: <i>Community Disaster Reduction Team</i>
CFA	: <i>Commercial First Aids</i>
CICR	: Comité International de la Croix-Rouge
CNPS	: Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNTIG	: Comité National de Télé-détection et d'information Géographique
CPN	: Consultation Pré-Natale
CRCI	: Croix-Rouge de Cote d'Ivoire
DCMR	: Département Communication et Mobilisation des Ressources
DDR	: Démobilisation Désarmement et Réinsertion
DFC	: Département Finance et Comptabilité
DP	: Département des Programmes
DRH	: Département Ressources Humaines
EDH	: Education aux Droits Humains
FDAL	: Fin de la Défécation à l'Air Libre
FICR	: Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
IST	: Infections Sexuellement Transmissibles
JNV	: Journée Nationale de la Vaccination
MEMPD	: Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement
MSLS	: Ministère de la Santé et de la Lutte contre la Sida
NDRT	: <i>National Disaster Reduction Team</i>
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONPC	: Office Nationale de Protection Civile
PAPC	: Projet d'Assistance Post-Conflict
PDI	: Personne Déplacée Interne
PFE	: Pratiques Familiales Essentielles
PFNRRC	: Plateforme Nationale de Réduction des Risques et Catastrophes
PND	: Plan National de Développement
PNDS	: Plan National de Développement Sanitaire
PPU	: Programme Présidentiel d'Urgence
PPVH	: Promotion des Principes et Valeurs Humanitaires
PS	: Professionnelle de Sexe
PTME	: Prévention de la Transmission Mère-Enfant
RLF	: Rétablissement des Liens Familiaux
Sida	: Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SN	: Société Nationale
SNP	: Société Nationale Participante
UNFPA	: <i>United Nations Population Fund</i>
UNHCR	: United Nations High Commissioner for Refugees
UNICEF	: <i>United Nations Children's fund</i>
VIH	: Virus de l'Immunodéficience humaine

RESUME DU PLAN STRATEGIQUE

Le Plan Stratégique de Développement (PSD) de la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire (CRCI) 2013-2016 est l'aboutissement d'un processus dynamique. Il s'agit de :

- l'évaluation du PSD 2008-2012 ;
- l'analyse des capacités institutionnelles de la CRCI ;
- l'analyse de la situation politique et sécuritaire, humanitaire et économique, sanitaire ainsi que celle des catastrophes ;
- la revue analytique du PND 2012-2015 ;
- la prise en compte des orientations définies dans la Stratégie 2020 du Mouvement CRCR.

Dans le domaine de la Santé, les grands problèmes identifiés sont : (i) le paludisme, (ii) la diarrhée, (iii) les infections respiratoires aiguës (IRA), (iv) le VIH/SIDA, (v) la tuberculose, (vi) la malnutrition, (vii) les maladies évitables par la vaccination, (viii) la santé mentale et le traumatisme, (ix) les maladies non transmissibles, (x) la pénurie de sang et ses dérivés.

En réponse à ces problèmes, les actions porteront sur la prévention et promotion de la santé et la prise en charge communautaire des populations ciblées.

En matière de gestion des risques et des catastrophes, (i) les conflits inter-communautaires, (ii) les feux de brousse et la déforestation, (iii) les inondations, éboulement et érosion côtière, (iv) les accidents de la voie publique, et (v) l'insécurité alimentaire, ont été identifiés comme problèmes prioritaires.

La CRCI entend travailler à la réduction des risques à travers le renforcement des capacités des branches locales et des actions au niveau de la communauté telles que la promotion du 1^{er} secours à base communautaire, les campagnes de sensibilisation sur les feux de brousse, etc.

Concernant le domaine des capacités institutionnelles, l'on peut noter entre autre faiblesse, (i) la faible couverture des zones Est, Centre et Nord de la Côte d'Ivoire, (ii) l'insuffisance du système de suivi-évaluation des activités, (iii) l'insuffisance de communication sur les activités et sur l'organisation, (iv) la forte dépendance vis-à-vis des partenaires pour couvrir les coûts de base, (v) une absence d'encadrement des branches locales en matière de mobilisation des ressources, (vi) l'insuffisance de données sur les volontaires et (vii) un faible niveau d'adhésion de nouveau volontaire dans les branches locales.

Pour y remédier, les actions porteront sur la définition de la politique et l'organisation de la régionalisation, la promotion de l'image et des activités de la SN, le renforcement des capacités financières propres de la SN (actions pour l'augmentation de la subvention de l'Etat, le développement d'initiative génératrice de revenu et des activités de collectes rentables), le renforcement de capacité des branches locales à la mobilisation des ressources, la mise en place d'outils de gestion du personnel ainsi que le suivi et la promotion du volontariat.

INTRODUCTION

Le Plan Stratégique de Développement (PSD) 2013-2016 fait suite à une décennie de crises sociopolitiques dont la plus récente est la crise post électorale. En effet, ce contexte de crises a accentué les vulnérabilités déjà existantes en Côte d'Ivoire. Le présent PSD ambitionne en capitalisant les acquis du précédent PSD 2008-2012, de proposer les stratégies pour répondre de façon plus efficace et professionnelle aux besoins actuels des populations en matière de santé, de la préparation et de la réponse aux catastrophes.

Ce PSD survient également dans une société nationale en pleine mutation du point de vue organisationnel et est fortement marqué par ces changements positifs.

La démarche de planification stratégique de développement a consisté à :

- faire le diagnostic de la situation ;
- proposer une vision d'avenir ;
- définir les principaux axes stratégiques
- identifier les actions prioritaires à mener aux regards des ressources disponibles ;
- définir les outils de suivi et de contrôle de la mise en œuvre du plan.

Cet exercice de planification a réuni dans un atelier des personnes ressources tant internes qu'externes. La première phase de la planification stratégique a consisté à faire un diagnostic factuel qui prend en compte de la façon la plus complète possible la réalité démographique, socio-économique, sanitaire et humanitaire de la Côte d'Ivoire en s'appuyant sur les données techniques et épidémiologiques et administratives disponibles. Ce diagnostic a ressorti un certain nombre d'enjeux et de défis, lesquels ont été validés et enrichis.

Cette démarche a permis de dégager une vision et des orientations stratégiques à retenir ainsi que des actions auxquelles donner priorité contribueraient à la concrétisation des orientations.

Le plan stratégique de la CRCI s'inscrit dans l'atteinte des objectifs du Plan National de Développement de la Côte d'Ivoire (PND) 2012-2015 tout en s'inspirant de la Stratégie 2020 élaboré par la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. Les domaines programmatiques visés devraient contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement que la Côte d'Ivoire s'est définie.

Le document s'articule autour de 5 parties à savoir la présentation de la Croix-Rouge, l'analyse du contexte, les stratégies d'intervention, les plans opérationnels de mise en œuvre ainsi que le mécanisme de financement.

CHAPITRE 1 : PRESENTATION DE L'INSTITUTION

1. Base juridique

Fondée le 13 octobre 1960, la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire est membre du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge depuis 1963. Elle est reconnue comme association d'utilité publique conformément à la loi ivoirienne relative aux associations. Elle intervient en tant que Société de secours volontaire, autonome, auxiliaire des pouvoirs publics, conformément aux dispositions de la première convention de Genève.

Le statut d'auxiliaire définit une relation qui doit être équilibrée et dans laquelle les responsabilités sont réciproques et les bénéfices mutuels, avec la nécessité d'un dialogue continu de la SN avec les autorités publiques, à tous les niveaux, pour que les deux parties soient bien avisées des besoins et des limites de chacune.

La CRCI, joue un rôle unique d'assistance, au sein des communautés, auprès de ceux qui en ont besoin, en raison de la relation spécifique que la SN entretient avec le Gouvernement ivoirien. En février 2009, la CRCI a organisé son premier séminaire national sur le rôle d'auxiliaire. Depuis cette date, les contacts n'ont jamais été interrompus, malgré un contexte de crise armée de 2010 à 2011. Des accords bilatéraux entre la CRCI et des ministères avec lesquels la SN entretient des relations opérationnelles et humanitaires ont été conclus.

La CRCI est présente sur l'ensemble du territoire à travers 50 comités locaux et 26 brigades communautaires. Certes, inégalement répartie, elle connaît une dynamique de représentation à l'intérieur du pays. 15 nouvelles brigades ont été installées de 2008-2012, rapprochant ainsi les activités de la Croix-Rouge des communautés. Le nombre de volontaire est estimé à 12 800.

2. Réalisations de la CRCI 2008-2012

L'orientation stratégique de la période 2008-2012 était de relever les défis humanitaires par le développement de programmes adaptés aux vulnérabilités locales et axés dans les domaines de la santé, de la préparation et de la réponse aux catastrophes et du développement organisationnel.

Sous le chapitre de la santé, les actions ont porté sur les Premiers Secours et Santé à Base Communautaire – l'intégration de la prévention IST-VIH/sida et la santé maternelle – l'amélioration de l'accès aux soins des groupes vulnérables dans les zones affectées par la crise en Côte d'Ivoire – la mobilisation sociale des campagnes de vaccination au niveau national – l'accès durable à l'eau potable et aux installations sanitaires de base – la promotion de l'hygiène et de l'assainissement – l'assistance humanitaire contre les épidémies de choléra – les campagnes d'éducation sanitaire.

Au total, 189 326 personnes ont été sensibilisées sur les bonnes pratiques en matière de santé (PTME, allaitement maternelle, la prévention du paludisme, planning Familial...) à Toumodi, San-Pédro, Bloléquin, Bangolo, Sassandra, Jacqueville et Grand Bassam. Dans le cadre l'accès aux soins de santé, 70 467 consultations médicales ont été réalisées dont 29 300 dans le Centre de Santé Urbain d'Adjamé et 41 167 consultations à travers des cliniques mobiles menées, après la phase d'urgence, dans les zones affectées par la crise post-électorale notamment à Bloléquin et Bangolo.

Les mobilisations sociales lors des campagnes de vaccinations (9 passages JNV Polio, 2 campagnes méningites 1 campagne rougeole, 1 campagne fièvre jaune, 1 campagne grippe aviaire) ont permis de sensibiliser 4 232 220 personnes, de visiter 1 503 492 ménages et d'identifier 3 522 365 enfants de 0 à 5 ans pour faciliter l'action des agents vaccinateurs.

Pour ce qui concerne la prévention dans le domaine de la lutte contre le VIH/sida, ce sont 58 415 jeunes dont 17 438 à Jacqueville et Grand Bassam et 22 508 PS des grands axes routiers qui ont été touchés à travers des

messages de Communication pour le Changement de Comportement. 3 911 personnes ont été conseillées et dépistées au VIH/sida.

En matière d'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires de base, la SN a formé 8 150 Volontaires en animation communautaire. 402 latrines ont été construites dont 339 par la communauté elle-même par l'entremise de l'approche ATPC, 234 pompes réhabilitées et 58 dispositifs de lavage de mains mis en place. Toutes ces actions et sensibilisations étaient au profit de 501 844 bénéficiaires.

Au niveau de la préparation et de la réponse aux catastrophes, un programme de formation des secouristes et d'installation de brigades communautaires a été réalisé. Quinze (15) nouvelles brigades communautaires ont été installées et équipées et 675 volontaires ont été formés aux Premiers secours. De nombreuses séances de vulgarisation des gestes de Premiers secours dans les branches locales et la formation de volontaires des comités locaux et de brigades formés aux techniques d'évaluation initiales (ECOSEC) ont été organisées. Au niveau national et local, il urgeait, pour la CRCI de se doter d'équipes bien formées et équipées. Ainsi, il a été mis en place : 2 équipes nationales de réponses aux catastrophes (NRDT) et 2 équipes communautaires de réponses aux catastrophes (CDRT).

2010 – 2011 a été une période très éprouvante pour les secouristes et les branches locales du fait de la crise post-électorale. Quelques fois au péril de leur vie, des secouristes se sont mis au service de l'humanité souffrante. Des hommes et des femmes ont été secourus. A titre d'exemple : durant les heures chaudes d'Abidjan, 97 « femmes en travail » ont été assistées – 1 226 actes de soins et de secours d'urgence aux blessés et malades – distribution de vivres et non-vivres à plus 8 000 familles – distribution de 5 118 litres d'eau potable à des ménages.

En relation avec la protection de la vie et de la dignité humaine, l'objectif spécifique de la CRCI était de promouvoir le respect de la diversité et de la dignité humaine, et réduire l'intolérance, la discrimination et l'exclusion sociale. Les axes de la diffusion étaient : la promotion des principes fondamentaux et des valeurs humanitaires – la sensibilisation contre l'usage abusif de l'emblème - l'enseignement du DIH à l'école – la promotion des droits humains, ceux de la femme et de l'enfant.

A cet effet, 125 diffuseurs ont été formés dans les différentes branches locales dans l'optique de l'organisation des séances de diffusions internes et des séances à l'attention de publics cibles. Par ailleurs, 283 retraits de cas d'abus de l'emblème de la Croix-Rouge ont été obtenus sur 325 structures identifiées et sensibilisées dans 13 localités. Un programme éducatif sur le droit international humanitaire dans l'enseignement secondaire (EDH) est en cours et 4 680 enfants de la rue ont été suivis dans le cadre des activités de protection et de promotion des droits de l'enfant à travers le Centre ACRED.

Sur le plan du développement organisationnel, la CRCI a procédé, suite à l'audit des ressources humaines, à une réforme de son organigramme de gestion par la création de 4 Départements. Cette réforme est intervenue dans le cadre du processus de renforcement des capacités de l'Initiative 8 NS qui a développé des outils de gestion efficaces en rapport avec la maîtrise des coûts de base d'une SN et la mobilisation des ressources. Les différents Départements que sont le Département des Programmes, le Département Finance et Comptabilité, le Département des Ressources Humaines et le Département Communication et Mobilisation des Ressources devraient contribuer à améliorer de manière quantitative et qualitative les actions de la Croix Rouge de Côte d'Ivoire en faveur des personnes vulnérables.

En outre, des réflexions ont été menées dans l'optique de la décentralisation des structures et du développement du volontariat. Ces deux domaines clés du développement organisationnel ont été amplement discutés lors de la session extraordinaire du Comité Central de la CRCI tenue en décembre 2012.

3. Partenariats et financements

La CRCI collabore avec le Gouvernement à travers le Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida et l'ONPC, principalement dans le domaine de la santé et des secours d'urgence. Elle bénéficie de l'appui des composantes du Mouvement (CICR, FICR et SNP). Au titre des SNP se dénombre la CR Française, la CR Espagnole, la CR Finlandaise, la CR Belge Flandre et les Sociétés Nationales Participantes de l'Initiative 8NS : CR Hollandaise, CR Britannique, CR Norvégienne, CR Canadienne. Outre les partenaires du Mouvement, la CRCI a collaboré sur la période 2008-2012 avec les Agences du Système des Nations Unies (UNICEF, UNFPA, UNHCR, OCHA) et des acteurs du secteur privé tels que le Groupe Nestlé, Shell et la Fondation Coca-Cola.

De 2008 à 2012, les ressources totales de la Croix Rouge de Côte d'Ivoire s'élevaient à un montant total de 3 518 683 081 F CFA dont 3 237 164 340 CFA au titre des financements extérieurs, tandis que sur la même période, ses ressources propres s'élevaient à 281 518 741 F CFA.

Les ressources en provenance du Gouvernement par le biais de la subvention s'élèvent à 400 650 800 F CFA soit 11% du total des financements reçus. Les financements en provenance du Mouvement représentaient 72% soit 2 544 653 575 F CFA et celles de partenaires privés 8% soit 291 859 965 F CFA. Les ressources propres de la CRCI ne représentent que 8% du total des ressources. Les projets communautaires ou d'urgence sont financés à 100% par les ressources extérieures pour un montant total de 2 629 192 714 F CFA dont 89% en provenance du Mouvement. La CRCI a affecté la somme de 732 987 366 F CFA (soit 21% du total des ressources) aux frais de fonctionnement de la structure.

CHAPITRE 2 : ANALYSE DU CONTEXTE

1. Situation sociopolitique et sécuritaire

Un an et demi après la crise postélectorale, la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire se stabilise mais reste encore fragile. En effet, au plan politique, l'organisation des élections législatives de décembre 2011 et l'installation de l'Assemblée Nationale a contribué à cette stabilité. Sur l'ensemble du territoire ivoirien des progrès ont été réalisés depuis la fin de la crise, mais les défis de la Côte d'Ivoire sont encore nombreux: (i) le rétablissement de la sécurité sur l'ensemble du territoire, (ii) la restauration de l'état de droit et de la justice, (iii) la consolidation des services de l'Etat, (iv) la réconciliation et le renforcement de la cohésion sociale. Les causes profondes des tensions entre les différentes communautés sont encore préoccupantes tout comme les questions du code sur le foncier rural, du désarmement et de la réintégration sociale¹.

Après la crise, un grand nombre de services de l'Etat ont été restaurés. Des projets de gouvernance et d'infrastructure ont été lancés par le Gouvernement, ainsi que des programmes post-crise à travers le Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et le Projet d'Assistance Post-Conflict (PAPC). Certains de ces projets ont un impact direct sur les questions de la protection des civils et les autorités locales sont maintenant en place et ont repris leurs fonctions dans la plupart des régions du pays. Cependant, certaines problématiques ne sont pas encore traitées, menaçant la durabilité de la paix et les retours des populations déplacées (y inclus les réfugiés) dans certaines zones. Malgré la démobilisation de 2 000 ex-combattants et leur réinsertion, des efforts sont encore à faire dans le processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) ainsi que dans la mise en place de réformes du secteur de la sécurité.

2. Contexte humanitaire et économique

La crise postélectorale a eu un impact considérable sur la dégradation du niveau de vulnérabilité des populations, particulièrement à l'ouest du pays. En 2012, la situation humanitaire s'est résumé à une situation d'assistance au retour des déplacés (réfugiés inclus) ainsi qu'aux communautés et familles d'accueil. De plus, faisant face aux difficultés et facteurs de vulnérabilité typiques aux pays du Sahel, le nord de la Côte d'Ivoire connaît une situation de sécurité alimentaire et de nutrition précaire.

En 2012, la majorité des personnes déplacées interne (PDI) et réfugiés ivoiriens sont retournés dans leurs lieux d'origine, depuis le début de la crise postélectorale (plus de 700 000 PDI et réfugiés en avril 2011 contre 164 000 en décembre 2012). Toutefois, les zones de retour sont encore marquées par l'insuffisance de services de base et l'appui aux retournés pour assurer le retour durable.

L'un des effets corollaires de crise est l'accentuation de la pauvreté en 2008 avec un indice qui s'élevait à 48.9%. En vue d'améliorer les indicateurs de l'OMD1 qui vise à réduire l'extrême pauvreté et la faim, le Gouvernement s'est résolument engagé à impulser une véritable dynamique de croissance durable afin de ramener le taux de pauvreté à 16% à l'horizon 2015 en favorisant l'emploi des jeunes et en développant des produits innovants de services de financement du milieu rural. Selon les estimations du FMI, le taux de croissance du PIB se situait en fin 2011 à + 6,33%. L'on note par ailleurs une croissance économique de -2% en 2011 à 8% en 2012, un progrès significatif pour la relance économique.

3. Situation sanitaire et épidémiologique

Le tableau national sanitaire n'est pas reluisant au vue du profil épidémiologique de la Côte d'Ivoire. En effet, en 2011², une résurgence de certaines maladies à potentiel épidémique évitables par la vaccination a été observée. Il s'agit notamment, de **la rougeole** (1059 cas suspects dont 349 cas confirmés et 18 flambées épidémiques dans 15 districts sanitaires), **du tétanos néonatal** (3 cas confirmés dans 3 districts sanitaires), **de la fièvre jaune** (511 cas suspects et 11 cas confirmés), **du choléra** (1025 cas dans le district d'Abidjan dont 35

¹ Côte d'Ivoire 2013, Besoins Humanitaires, OCHA

² Rapport d'activités, DCPEV 2011

décès), de la **poliomyélite** (36 cas de poliovirus sauvage dans 22 districts sanitaires ont été confirmés en 2011 sur 511 cas de paralysies flasques aiguës notifiées), alors que la Côte d'Ivoire était en voie de certification en 2001. Quant à la **méningite purulente**, de janvier à décembre 2011³, 146 cas notifiés dont 26 décès ont été enregistrés, soit une létalité de 17,80%. Au cours du premier trimestre de l'année 2012⁴, des cas suspects de méningites et des décès ont été rapportés dans les districts de Tengréla, Korhogo, Kouto et Niakaramadougou, soient respectivement 86 cas suspects dont 5 décès, 94 cas dont 7 décès, 24 cas dont 6 décès et 14 cas suspects dont 3 décès.

L'état de santé du couple mère-enfant demeure une préoccupation constante. En effet, la couverture en Consultation Périnatale 4 (CPN 4) en 2011 était de 45%⁵, le taux d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié même s'il a progressé passant 56,8% en 2008⁶ à 69,2% en 2011 (selon la DIPE) reste insuffisant. Le faible taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié, la faible utilisation des services de planification familiale, constituent différentes causes qui limitent en partie les progrès vers l'atteinte de l'OMD 5.

Au niveau du VIH/Sida, l'épidémie reste toujours généralisée. En 2010, l'ONUSIDA estimait la prévalence du VIH/Sida à 3,4%, classant la Côte d'Ivoire parmi les pays de l'Afrique de l'Ouest les plus affectés par l'épidémie de VIH/Sida. Le nombre de personnes vivant avec le VIH étaient de 450 000 et le nombre d'orphelins rendus vulnérables du fait du Sida s'élevait à 440 000. Les groupes les plus exposés au VIH sont les jeunes ayant leur premier rapport sexuel entre 15 et 17 ans, les femmes adultes et les jeunes filles victimes d'abus et de violences sexuelles, les couples sérodiscordants, les professionnel(le)s du sexe et leurs partenaires, les enseignants, les routiers, les migrants, les personnes déplacées et les réfugiés, les populations carcérales, les travailleurs saisonniers, les jeunes filles et jeunes hommes sexuellement actifs travaillant dans le secteur informel, les personnes engagées dans le sexe transactionnel, les personnes qui s'injectent la drogues, les personnes engagées dans l'abus de la consommation d'alcool associées à des comportements sexuels à risques, les hommes en armes, les hommes ayant les rapports sexuels avec les hommes ou MSM, les porteurs d'une IST.

Quant au paludisme, il représente la première cause de morbidité et de mortalité en Côte d'Ivoire, chez les enfants de moins de 5 ans. Selon le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP), environ 50% des motifs de consultations dans les ESPC sont liés au paludisme.

Concernant l'état nutritionnel, la proportion des enfants de 0 à 11 mois correctement nourris est estimée à 22,7% au plan national. Cependant, certaines zones telles que le centre (22,2%), le Nord-est (11,1%) et le Sud (15,2%) devraient être renforcées en matière d'éducation nutritionnelle. L'insuffisance pondérale chez les enfants de 0 à 59 mois est plus accentuée dans les zones Nord (12,2 %), nord-est (11,7%), ouest (8,1%), centre-nord (11,7%) nord ouest (11,6%) par rapport à la moyenne nationale estimée à 7%.

De plus en plus, la population ivoirienne est confrontée aux maladies non transmissibles dont les causes pour la plus part sont liées aux pratiques nutritionnelles et aux habitudes de vie. Elles sont dominées par les maladies chroniques avec en premier lieu les maladies métaboliques telles que le diabète ensuite viennent les maladies cardio-vasculaires et les cancers. Par ailleurs, des maladies émergentes, anciennes ou négligées refont surface. C'est le cas de l'ulcère de buruli qui occasionne des infirmités.

La défaillance de l'état sanitaire des populations est entretenue par la précarité des conditions d'hygiène et de l'environnement sanitaire en général. Ainsi, près de 30 % de la population ivoirienne n'a pas accès aux commodités sanitaires modernes adéquates et aux latrines, 20% de la population n'a pas accès à l'eau potable (source : OMS/UNICEF 2012).

– **La réponse nationale du Gouvernement aux besoins de santé**

Afin de répondre aux besoins immédiats de la population dans cette nouvelle phase de sortie définitive de crise post-électorale, et de poursuivre les efforts du développement durable et inclusif, le Gouvernement de la CI a adopté le Projet d'Assistance Post-Conflict (PAPC) qui se focalise sur la réintégration économique et la réhabilitation communautaire pour les personnes affectées par le conflit postélectoral, un Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et le Programme National de Développement (PND 2012-2015). Le PND est aujourd'hui le cadre de référence dans lequel s'inscrivent toutes les actions du Gouvernement au profit des populations en s'y

³ Rapport d'activités, INHP 2011

⁴ Rapport d'activités, INHP premier trimestre 2012 (S1-S13)

⁵ Rapport annuel d'activités DC-PNSR/PF

⁶ ENV 2008

inspirant pour élaborer le Plan national de développement Sanitaire (PNDS 2012-2015). Le PNDS intègre les priorités sanitaires et humanitaires avec l'appui coordonné des institutions et ONG nationales et internationales intervenant dans le domaine de la santé.

A travers ces programmes et face à cette disparité importante d'accès aux soins, le gouvernement de Côte d'Ivoire depuis 2011 a institué une gratuité ciblée des soins en faveur des enfants et des femmes enceintes. Et une prise en charge gratuite des urgences chirurgicales dans les premières 24 heures d'hospitalisation. Cette réponse à la disparité des soins permet un temps soit peu d'assister médicalement les enfants et les femmes issus des couches sociales modestes. Mais force est de reconnaître que cette décision salutaire ne comble pas dans son entièreté le fossé qui existe entre les capacités de l'Etat à répondre aux besoins des populations et l'existant en tant que besoins réels exprimés par les populations.

4. Profil du pays en matière de catastrophes et les structures de gestion des catastrophes

4.1 Analyse des risques et catastrophes

Pour assurer une gestion efficace et efficiente des catastrophes en Côte d'Ivoire et conformément au cadre d'action de Hyogo 2005-2015, la Côte d'Ivoire a entrepris des démarches pour mettre en place sa plate forme nationale de Réduction des Risques et Catastrophes. Différents acteurs intervenants dans le domaine de la gestion des catastrophes ont à travers plusieurs rencontres échangés sur un projet de décret portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la plate forme Nationale de Réduction des risques et de gestion des catastrophes en Côte d'Ivoire. Ce projet a été finalement adopté par décret N° 2012-988 du 10 octobre 2012. Suite à cette adoption, une analyse des vulnérabilités et des capacités a été sous financement de l'UEMOA menée sur toute l'étendue du territoire Ivoirien et validée au cours d'un atelier.

L'étude a révélé qu'il existe en Côte d'Ivoire huit (8) types d'aléas regroupés en trois (3) grands groupes : hydrométéorologiques, géologiques et biologiques qui ont en majorité une occurrence annuelle tout en dépendant fortement des localités. Ce sont :

- **les risques hydroclimatiques** : la sécheresse, les feux de brousse, les inondations et les tempêtes ;
- **les risques géomorphologiques** : l'érosion côtière, les éboulements de terrain, le séisme ;
- **les risques biologiques** : les épidémies (le VIH/Sida, le paludisme, le choléra, la fièvre jaune) ;
- **les autres risques constatés en Côte d'Ivoire** : la marée noire au large de Jacqueville (28 mars 2006), le déversement des déchets toxiques dans le district d'Abidjan (19 au 20 août 2006), les épizooties (Grippe aviaire 2008).

En tenant compte de la mise à jour de la cartographie des risques et des catastrophes faite par la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire et ses branches suite à l'étude de la vulnérabilité et des capacités de 2006, la SN mettra un accent particulier, dans le cadre de ses opérations, sur les risques présentés comme suit :

1. les conflits intercommunautaires (fonciers, agro-pastorales, socio-politique) ;
2. les inondations, érosions côtières, glissements de terrains, éboulements ;
3. les feux de brousse et la déforestation ;
4. l'insécurité routière ;
5. l'insécurité alimentaire ;
6. les épidémies.

A ceux-ci, il faut ajouter les éventuels accidents technologiques (déversement accidentel d'hydrocarbure, déversement de déchets toxiques), accidents d'avions, naufrage en Mer, attentats, accidents de la voie ferrée.

Tableau 01 : Synthèse de l'analyse des risques et des zones exposées

Aléas	Zones Exposées	Causes
1- Conflits inter communautaires	Tonpki, Guemon, Cavally, Gbêkê, Haut Sassandra Bafing, Goh, Loh-Djiboua Nawa, San Pédro, Gboklé, Sud Comoé, Kabadougou, Poro, Tchologo, Bagoué, Moronou, Marahoué	<ul style="list-style-type: none"> - Contexte politique - Foncier Rural - Méconnaissance et non respect des périodes et des parcours de transhumance (éleveurs et agriculteurs) - Foncier halieutique
2- Feux de brousse et Déforestation	Béliér, Tonpki, Guemon, Cavally, Gbêkê, Haut Sassandra Bafing, Gôh, Loh-Djiboua, Boukani, Gontougo, Nawa, San Pédro, Gboklé, Sud Comoé, Kabadougou, Poro, Tchologo, Bagoué, Moronou, Marahoué	<ul style="list-style-type: none"> - Négligences accidents - Activités agricoles, - Exploitation forestière, - Utilisation de bois de chauffe
3- Inondation éboulement, érosion côtière	Sud Comoé, Abidjan, Grands ponts, Tonpki, Guemon, Cavally,	<ul style="list-style-type: none"> - Forte pluviométrie - Issue de fleuve hors de son lit - Mauvais drainage des eaux - Constructions anarchiques - Exploitations des flancs de montagne - Construction dans les zones à risque - Non respect du plan de drainage des eaux - Fermeture des embouchures des grands fleuves
4- Insécurité routière	San Pedro, Sud Comoé (Axe Abidjan-Noé), Abidjan, Gbêkê,, (Bouaké), Belier (Toumodi, Tiébissou), Gôh (Gagnoa), Poro (Korhogo), Tchologo (Ferkessédougou)	<ul style="list-style-type: none"> - Non respect du code de la route - Excès de vitesse; absence de panneaux de signalisation - Insuffisance de rigueur dans l'obtention de permis de conduire; - Mauvais état des routes et véhicules - Abus d'alcool et de stupéfiants
5- Insécurité alimentaire	Tchologo, Bagoué, Folon, Poro, Boukani, Kabadougou, Worodougou Tonpki, Guemon, Cavally,	<ul style="list-style-type: none"> - Changement climatique (Mauvaise pluviométrie, Saison sèche + ou – longue) - Abandon et inaccessibilité aux terres cultivables du fait de la Crise sociopolitique - Diminution du stock des familles d'accueil du fait du nombre des déplacés et leur présence prolongée - Abandon des cultures vivrières au profit des cultures de rente
6- Epidémies et endémies (cholera, Polio, méningite, rougeole, fièvre jaune, fièvre typhoïde, grippe saisonnière, paludisme...)	Toutes les régions	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'hygiène du milieu - Insuffisance de couvertures vaccinales - Faible niveau d'éducation de la population - Changement climatique - Mouvements de population

Les risques et aléas identifiés sont synthétisés sur la carte ci-après.



CARTOGRAPHIE DES RISQUES ET ALEAS EN COTE D'IVOIRE



LEGENDE

LOCALITES

- Ville principale
- Capitale régionale
- Commune
- Village
- Poste
- Poste de police
- Poste de douane
- Poste de santé

LIGNES ADMINISTRATIVES

- District
- Commune
- Sub-préfecture
- Commune

TYPE DE RISQUES OU ALEAS

- 🌪️ Cyclone
- 🏠 Inondation
- 🏠 Inondation des zones littorales
- 🏠 Inondation des zones littorales
- 🏠 Inondation des zones littorales
- 🏠 Inondation des zones littorales
- 🏠 Inondation des zones littorales
- 🏠 Inondation des zones littorales

DISTRICTS AUTONOMES

- 🟢 Vallée de Baniwa
- 🟡 Vallée de Baniwa

DISTRICTS ADMINISTRATIFS

- 🟠 Abidjan
- 🟠 Abidjan
- 🟠 Abidjan
- 🟠 Abidjan
- 🟠 Abidjan
- 🟠 Abidjan
- 🟠 Abidjan
- 🟠 Abidjan



4.2 Structures de gestion des Catastrophes

– La plate forme Nationale de Réduction des risques et de Gestion des Catastrophes (PFNRRC)

Conformément au cadre d'action de Hyogo 2005-2015, la Côte d'Ivoire a créé sa Plate forme Nationale de Réduction de risque et de Gestion des Catastrophes (PFNRRC) par décret n° 2012-988 du 10 octobre 2012. Cette Plate forme est placée sous l'autorité du Cabinet du Premier Ministre et est composée de :

- **Un Comité Interministériel comprenant quatre (4) comités techniques sectoriels :**

- CTS 1 : Evaluation des risques et mesures d'atténuation
- CTS 2 : Alerte précoce et préparation de la réponse
- CTS 3 : Education et Sensibilisation
- CTS 4 : Mobilisation des ressources et renforcement des capacités

- **Un secrétariat exécutif**

La PFNRRC aura pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'actions de réduction des risques de catastrophes. Elle n'a pas pour ambition de se substituer aux structures nationales de gestion des catastrophes. Elle aura un rôle de coordination de ces différentes structures

– L'Office National de la Protection Civile

Appelé « **Corps de sécurité contre les incendies** », avant les indépendances, ce corps va progressivement évolué pour devenir en l'an 2000, l'**Office Nationale de la Protection Civile** (ONPC) par décret n° 2000-822 du 22 novembre 2000. En 2008, le décret n° 2008-60 du 28 février 2008 transforme l'ONPC en une Direction Générale. Il est placé sous l'autorité du Ministère de l'intérieur.

L'ONPC a pour mission d'organiser et de mettre en œuvre les mesures de prévention et les moyens de secours que requièrent la sécurité des personnes, la protection des biens et de l'environnement contre les accidents, sinistre et catastrophes, qu'ils soient d'origine naturelle, humaine ou technologique, fortuite ou volontaire. A ce titre, elle est particulièrement chargée de :

- la mise en œuvre de la politique définie par le gouvernement en matière de protection civile ;
- l'application de la réglementation en matière de protection civile ;
- la formation en matière de protection civile ;
- la prévention des risques civils ;
- la sensibilisation et la formation en matière de secourisme ;
- l'organisation et la coordination des activités de secours d'urgence en cas d'accidents, de sinistres, de catastrophes naturelles et technologiques ;
- l'élaboration et la réalisation des plans de secours ;
- la planification des secours et des équipements ;
- l'organisation et la coordination des opérations de secours dans le cadre de l'action humanitaire ;
- la lutte contre les feux de brousses ;
- la gestion des réfugiés.

Pour atteindre ses objectifs, l'ONPC dispose de plusieurs plans d'interventions. Le principal plan est le plan ORSEC. Celui-ci est le recensement de tous les moyens publics et privés au niveau communal, départemental et National pour faire face à une calamité, un sinistre dont la gestion dépasse les moyens d'un seul ministère. Ex : tremblement de terre. Les conditions d'emploi de ces moyens est défini par l'autorité compétente.

– Le Groupement des Sapeurs Pompiers Militaires

Le Groupement des sapeurs Pompiers Militaires (GSPM) est une branche de l'ONPC. Il a été créé en 1974 par le décret n° 74 - 202 du 30 mai 1974. Il comprend : 1 état major, 5 compagnies d'incendie (Adjamé-Indénié, Marcory-zone 4, Yopougon, Yamoussoukro, Bouaké), 1 centre d'instruction, 1 service technique. Il intègre les missions de l'ONPC.

– **Le Comité National de Télédétection et d'Information Géographique (CNTIG) et sa contribution à la gestion des catastrophes**

Créé par le Décret N°92-530 du 02 septembre 1992, le CNTIG est une structure rattachée au Cabinet du Premier Ministre. Sa mission consiste à définir la politique, organiser et coordonner les activités en matière de Géo information et de Télédétection. Le CNTIG est chargé de réaliser et de mettre à jour le Système d'Information Géographique (SIG) national. Ses principales activités sont relatives à la mise en place de bases de données géographiques dans divers domaines. Ce service s'atèle à réaliser des observatoires régionaux et départementaux, des SIG sur le tourisme, la santé, l'école, les routes etc. Il intervient dans la conception et l'exécution des projets de développement à travers l'outil SIG. Le CNTIG est spécialisé dans le traitement, l'analyse et la diffusion des images satellitaires pour la gestion forestière et agricole, le suivi des feux de brousse, la prévision météorologique, la gestion urbaine et cadastrale etc.

En ce qui concerne la gestion des catastrophes, le CNTIG intervient dans la prévention, la gestion directe de la catastrophe et les réponses post-catastrophe. Il s'agit de la mise à disposition de cartes et de données géophysiques concernant les sites sensibles ou à risque, l'élaboration d'outil de veille environnementale (alerte précoce), la cartographie des zones sinistrées et l'évaluation des dégâts physiques, l'analyse spatiale mettant en jeu les facteurs humains, naturels, socio-économiques.

– **Le dispositif de gestion des catastrophes de la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire**

La CRCI dispose de 50 comités locaux et 26 brigades de secours soit 76 brigades de prompt secours opérationnelles et fonctionnelles sur toute l'étendue du territoire national, (voir la cartographie des capacités ci-après).

Ces brigades sont dotées de : matériels d'intervention, de communication et de kits d'urgence. Les brigades sont composées de : médecins, infirmiers, ASC, aide-soignants, secouristes, pairs éducateurs, agents de sensibilisation sur l'eau-l'hygiène-l'assainissement (WATSAN).

REPRESENTATIONS ET ACTIVITES DE LA CROIX-ROUGE DE COTE D'IVOIRE



5. Analyse des capacités institutionnelles de la CRCI

L'analyse des capacités institutionnelles, important au processus de planification stratégique, s'est effectuée à travers une analyse participative des Atouts, Faiblesses, Opportunités et Menaces (AFOM). Le passage en revue de l'environnement interne et externe de l'organisation a été mené par Département (Programmes, Communication et Mobilisation des Ressources, Finances-Comptabilité et Ressources Humaines).

Il en ressort des forces sur lesquelles l'organisation s'appuiera pour son développement, mais aussi des faiblesses qui seront corrigées à travers le plan de renforcement de capacités. Les opportunités à saisir ont été également identifiées, tout comme les menaces qui doivent être prises en compte dans les actions.

– Au titre des Programmes

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bonne représentation territoriale – 76 branches locales pour la mise en œuvre des programmes et projets • Augmentation du nombre de partenaires • Existence de volontaires formés en matière de premier secours • Existence de coordinations et services pour des domaines spécifiques (secours, santé, VIH-sida, watsan, communication, service social, Rétablissement des liens Familiaux, et PPVH) 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de compétences dans certains comités • Insuffisance dans l'utilisation des compétences dans certains comités • Faible couverture territoriale à l'Est au Centre et au Nord de la CI • Manque de prise d'initiative pour le développement de projets par les branches locales • Financement limité pour le déploiement des capacités dans plusieurs régions et localités pour aider les plus vulnérables • Faible système de suivi et évaluation des activités (insuffisance des outils de collecte, collecte de données) • Faible promptitude dans la transmission des rapports (rapport d'activité, rapports mensuel, ...) • Manque de pérennisation des activités mise en œuvre dans les branches locales
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité d'avoir des appuis techniques par les partenaires du Mouvement pour l'élaboration des projets lancés par les partenaires financiers et/ou avoir des soutiens financiers des dites PNS pour la mise en œuvre de projets • Plusieurs appels à projets lancés par des partenaires financiers et retour progressif des partenaires au développement en Côte d'Ivoire • Existence de fonds pour l'action humanitaire dans les entreprises privées • Subvention de l'Etat, et de certaines collectivités décentralisées • Présence de la délégation du CICR et d'un bureau régional de la FICR • Possibilité pour la CRCI de travailler avec d'autres ONG locales/internationales et fondations • Echanges d'expériences avec les sociétés nationales de la région • Exploitation des différentes initiatives de la FICR • Bonne image de la Croix-Rouge de CI auprès de la population 	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence de plusieurs ONG nationales et internationales œuvrant dans divers domaines couverts par la SN (la santé, l'eau et l'assainissement, la lutte contre le VIH/sida, la sécurité routière) avec de grandes capacités financières • L'insécurité grandissante à l'endroit des acteurs humanitaires • Réduction drastique du nombre de volontaires de la CRCI

– **Au titre de la Communication et Mobilisation des Ressources**

Communication

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parution de bulletins périodiques • Programme emblème en cours • Expérience de communication publique sur certaines thématiques • Existence d'un réseau de diffuseurs • Existence de partenariats avec les radios locales • Existence d'un programme de diffusion à l'endroit de divers publics (autorités, la jeunesse,) • Existence de gadgets promotionnels • Existence d'un site web : www.croixrouge-ci.org 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manque d'équipement audio-visuel et de bureau, • Insuffisance de couverture des activités majeures • Insuffisance de compétences de l'équipe et dans les Comités locaux • Insuffisance de budget de communication • Inexistence d'un système de documentation et d'archivage • Insuffisance dans la diffusion de nos rapports d'activités aux partenaires • Insuffisance d'outils promotionnels de communication (film, dépliants, • Insuffisance de la communication avec les institutions et structures étatiques • Pas de politique très claire de communication de la SN • Mauvaise circulation de l'information entre le siège et les branches locales
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Notoriété du Mouvement Croix-Rouge • Renforcement de l'équipe de gestion (meilleure gestion et rapportage niveau des programmes, des finances) • La régionalisation opérationnelle 	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autres organisations plus communicatrices • Disfonctionnement internes (mauvaise circulation de l'information, panne du réseau internet,...)

Mobilisation des ressources

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formations en secourisme (Cabinet CIFS) • Vente de trousse de secours • Subvention de l'Etat et affectation du personnel • Existence de structures (bâtiments) pour la mobilisation de ressources (2 Ecoles maternelles, Centre de santé) • Existence d'une équipe chargée de la mobilisation des ressources 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépendance vis-à-vis des partenaires pour couvrir le budget de fonctionnement • Faible suivi des subventions • Faible rentabilité des structures de mobilisation de ressources • Insuffisance du budget d'investissement pour développer les ressources financières des comités locaux • Absence d'encadrement des CL en matière de mobilisation de ressources • Insuffisance de partenaires hors mouvement • Portefeuille client restreint • Absence d'une politique de mobilisation des ressources
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle organisation • Stratégie de collecte en vue • Stratégie AGR en vue • Organisation de gala en vue • Existence d'appui de partenaires pour développer les ressources financières 	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disfonctionnement internes • Existence de divers cabinets de formation secourisme en Côte d'Ivoire

– **Au titre des Finances et des ressources matérielles**

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • La Société Nationale dispose d'un logiciel de comptabilité : la ligne 100 de Sage Saari. • Existence d'un système informatisé de rapportage financier • Service d'un support informatique en mesure de nous apporter une bonne expertise pour l'installation d'un réseau informatique fiable. • La Société Nationale dispose de connections sur certaines banques lui permettant de gérer efficacement ses comptes bancaires. • Un manuel de procédures administratives et financières élaboré pour la société nationale en 2004 et est en cours de mise à jour • Existence d'un service logistique et la bonne gestion du parc automobile 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en application régulière insuffisante des rapports financiers • Insuffisance d'effectif au niveau logistique pour faire face aux sollicitations de la société nationale • Insuffisance d'expérience de l'équipe comptable et logistique nécessitent un renforcement des capacités des membres de ces différents services : budgétisation, analyses de comptes, réconciliation de soldes, avec logiciel de gestion de matériels et fournitures • Inexistence de protocoles entre le Siège et les CL pour la gestion des AGR • Inexistence des budgets et rapports financiers annuels des CL • Manque de réunion de la Commission Finance • Vieillesse de la flotte automobile et insuffisance de chauffeurs • Réseau informatique et Télécom obsolète (besoin de serveur a grande capacité) • Vétusté des Installations électriques du Siège • Manque d'équipements informatiques dans les branches locales • Absence de motivation des opérateurs radio • Insuffisance dans le protocole concernant l'affectation du matériel (patrimoine du siège) • Le rôle de la gouvernance dans le système de gestion financière reste à clarifier • Absence de logiciel de gestion de la flotte et des immobilisations
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui des SNP pour l'organisation des audits annuels 	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Retrait des partenaires qui soutiennent des postes et qui contribuent aux frais de fonctionnement de la SN

<p>Forces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un manuel de procédures administration avec un chapitre relatif à la gestion du personnel • Existence et diffusion d'un nouvel organigramme depuis 2012 • Existence de fiches de description de poste depuis 2011. Toutefois celles-ci ont besoin d'être revues et mise à jour • Existence d'une grille de salaire validée • Volonté marquée de la Gouvernance et de la Gestion de rationaliser le fonctionnement • Existence d'un réseau de volontaires bien formés et disponibles 	<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non-conformité de nombreuses pratiques et politiques avec les lois et règlements en vigueur contrairement aux principes du Mouvement • Fiches de poste manquantes pour certains postes et non à jour pour d'autres • Absence ou mauvais fonctionnement de la stratégie de communication interne avec pour conséquence un effritement considérable de l'esprit d'équipe et le sentiment d'exclusion à certains niveaux • Inexistence d'une politique de recrutement et de développement des ressources humaines claire avec pour conséquence le développement d'un sentiment d'iniquité • Absence d'outils de gestion sociale avec pour conséquence la démotivation et la démobilisation du personnel et absence de motivations des volontaires • Insuffisance de données fiables sur les volontaires (effectifs, bilan de compétences, carte de compétences...) et indisponibilité de la base de données • Faible organisation du système de sécurité du Siège de la Société Nationale • Indisponibilité de certains présidents de Comités Locaux et Insuffisance d'ouverture des comités locaux • Cumul de postes au niveau des volontaires dans certaines branches locales • Faible niveau d'adhésion de nouveaux volontaires dans les comités locaux
<p>Opportunités</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise à disposition de personnel par l'Etat de Côte d'Ivoire 	<p>Menaces</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déperdition des volontaires • Non respect du principe de neutralité par certains volontaires

CHAPITRE 3 : STRATEGIES ET DOMAINES D'INTERVENTION 2013-2016

1. Mission, Vision 2013-2016 et orientation stratégique

La Croix-Rouge de Côte d'Ivoire, acteur humanitaire national de premier ordre, a pour mission de prévenir et d'alléger les souffrances des personnes vulnérables sans discrimination de race, de nationalité, de classe, de sexe, de religion ou d'opinion politique.

Sur la période 2013-2016, la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire vise à être une Société Nationale plus professionnelle avec une assise financière confortable, s'appuyant sur des structures régionales fortes et des branches locales plus dynamiques et mobilisées pour l'action humanitaire à l'effet d'un plus grand impact en Côte d'Ivoire d'ici 2016.

La principale orientation stratégique est de relever les défis humanitaires par le développement de programmes intégrés, adaptés aux vulnérabilités locales et axés dans les domaines de la santé, de la préparation et de la réponse aux catastrophes et du développement institutionnel.

2. Approches d'intervention

En termes d'approches d'intervention, trois (03) éléments ont été identifiés pour la période 2013-2016. Une (i) **approche intégrée** en conjuguant l'ensemble des capacités dans un programme d'appui et non pas seulement à apporter une réponse sectorielle, (ii) **une approche régionale** des programmes et des projets dans l'intérêt du renforcement des branches locales d'une part et d'autres part, en vue de se rapprocher davantage des populations ; (iii) **une approche plus participative** par la conduite des actions pour les vulnérables de la Communauté avec la Communauté à l'effet d'assurer la pérennisation des acquis.

3. Domaines d'intervention

3.1 Programme de Santé

Pour une meilleure santé, un état de bien-être physique, mentale et social, la CRCI travaillera à **promouvoir des modes de vie sains et sûrs** comme le définit l'objectif stratégique 2 de la Stratégie 2020. Elle s'y emploiera à travers des interventions regroupées dans 3 secteurs :

- la santé communautaire ;
- l'eau, l'hygiène et l'assainissement ;
- le VIH/sida.

A travers ces 3 secteurs, les principaux problèmes identifiés et exposés ci-dessous seront traités par des actions de prévention, de promotion et de prise en charge.

Tableau 02 : Principaux problèmes de santé et les interventions

PROBLEMES	PREVENTION	PRISE EN CHARGE
-----------	------------	-----------------

Paludisme	Promotion de l'usage de la MII Promotion de l'hygiène du milieu	Prise en charge à domicile des cas simples Orientation des cas compliqués vers les centres de santé
Diarrhée	Promotion de l'hygiène (CCC), Formation des communautés pour la gestion des points d'eau Promotion et usage des latrines Méthode de traitement de l'eau	Formation des femmes à l'usage des SRO Surveillance communautaire et orientation des cas vers les centres de santé
IRA	Promotion de l'hygiène : vestimentaire, de l'habitat, du milieu	Formation des mamans à la reconnaissance des premiers signes Orientation des cas vers les centres de santé
VIH / sida	CCC Promotion du dépistage volontaire PTME Promotion du don de sang	Visite à domicile Prise en charge psychosociale
Tuberculose	Promotion de l'hygiène	Surveillance communautaire des cas et orientation vers les centres spécialisés Visites à domicile des malades Recherche des perdus de vue
Malnutrition	Promotion de l'allaitement maternel exclusif jusqu'à 6 mois Promotion du sevrage correct Promotion d'une alimentation équilibrée de l'enfant Education nutritionnelle	Surveillance communautaire des cas et orientation vers les centres de santé
Maladies évitables par la vaccination	Promotion de la vaccination de routine Promotion de la vaccination contre le tétanos chez la femme en âge de procréer et chez la femme enceinte Organisation des campagnes pré saisonnière contre les épidémies récurrentes	Surveillance communautaire des maladies et orientation des cas
Ulcère de Buruli	Sensibilisation sur les symptômes de la maladie	Orientation des cas vers les centres spécialisés
Santé mentale et traumatismes	La lutte contre la discrimination liée aux maladies mentales, la prévention des maladies et des troubles mentaux ainsi que la protection contre le stress et la dépression représentent d'autres objectifs communautaires essentiels	Identification des cas et orientation vers les structures spécialisées Appui à la prise en charge psychosociale
Maladies non transmissibles (Obésité, Hypertension artérielle, Diabète, etc.)	Sensibilisation sur les maladies Sensibilisation sur l'hygiène de vie Promotion du dépistage	Référencement des cas vers les centres spécialisés
Pénurie de sang et ses dérivées	Promotion du don de sang Sensibilisation sur l'hygiène de vie	Non Applicable (NA)

3.2 Programme gestion des catastrophes

Le programme gestion des catastrophes s'articule autour de 3 axes principaux : la réduction des risques (prévention) et le renforcement des capacités de réponse (préparation) et la réponse. Le tableau ci-dessous présente les activités par rapport aux différents risques.

Tableau 03 : Principaux risques et les interventions

ALEAS	REDUCTION DE RISQUE		REPOSE
	PREVENTION	PREPARATION	
1- Conflits inter communautaires	<ul style="list-style-type: none"> - Promotion et vulgarisation de la loi foncière, la loi sur l'eau et la loi sur l'environnement - Réalisation de la cartographie des zones à risque - Promotion des principes et valeurs humanitaires - Sensibilisation au rétablissement des liens familiaux 	<ul style="list-style-type: none"> - L'élaboration d'un plan de contingence - La formation des cadres et agents communautaires sur les principes clés des lois pour des activités de sensibilisation - Plaidoyer auprès des autorités pour une large vulgarisation des lois - Recyclage et équipement des branches locales - Mise à jour de la cartographie des zones à risques 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du plan de contingence
2- Feux de brousse et Déforestation	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation - Formation des volontaires - Mise à jour de la cartographie des zones à risque - Mise en place des brigades anti feux équipées dans les zones à risque - Reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à l'action de reboisement - Formation des cadres et des agents communautaires - Elaboration d'un plan de contingence feux de brousse 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du plan de contingence feux de brousse
3- Inondation éboulement, érosion côtière	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation - Formation des volontaires - Réalisation de la cartographie des zones à risque - Mise en place des équipes communautaires de surveillance des crues - Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan de secours - Conception de boîte à image sur les inondations 	<ul style="list-style-type: none"> - Plan de contingence pour l'inondation et éboulement - Projet de réduction des risques d'inondation et d'éboulement 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre du plan de contingence
4- Insécurité routière	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation à la sécurité routière - Promotion des trousse de premiers secours - Vulgarisation des gestes de premiers secours (transporteurs, élèves, entreprises, association des autos – écoles, ...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des cadres et agents communautaires - Formation et recyclage des brigades - Installation des postes de premiers secours - Equipement des brigades de secours en matériel - Exercice de simulation 	<ul style="list-style-type: none"> - Intervention et assistance en cas de besoin
5- Insécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - Formation à l'adaptation au changement climatique et ses conséquences - Renforcement de la sécurité économique 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une stratégie de sécurité alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la sécurité économique

6- Epidémies et endémies (cholera, Polio, méningite, rougeole, fièvre jaune, fièvre typhoïde, grippe saisonnière, paludisme...)	<ul style="list-style-type: none"> - Campagnes de sensibilisation sur les PFE - Campagnes de vaccination dans les zones à risque - Surveillance épidémiologique (notification des cas) 	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des cadres et agents communautaires - Elaboration du plan de gestion des épidémies 	- Mise en œuvre du plan de gestion des épidémies
---	---	---	--

3.3 Programme Protection et Réhabilitations sociales

Visant à promouvoir la l'intégration sociale, ce programme est orienté vers le développement d'actions devant assurer aux personnes désavantagées une meilleure intégration. Chaque problème issu de ce programme peut être adressé à travers une intervention spécifique ou peut être intégré dans un ensemble d'activités relatif au programme de santé.

Tableau 04 : Interventions en matière d'intégration sociale

Problème	Champs d'intervention
Protection de l'enfance	Promotion des droits des enfants Prévention de la traite et de l'exploitation du travail des enfants Accueil, alphabétisation et Insertion socioprofessionnelle Recherche et réunification / Intégration familiale Assistance sociale des plus vulnérables
Violences basées sur le Genre et Mutilation génitale féminine	Sensibilisation contre la pratique des mutilations génitales féminines Appui à la prise en charge psychosociale Sensibilisation sur les violences et la promotion des droits de la femme
Développement inclusif / intégration sociale des personnes en situation de handicap	Lutte contre la discrimination faites aux personnes en situation de handicap Plaidoyer en faveur de personnes en situation de handicap Réhabilitation à base communautaire
Sécurité Economique	Initiatives Micro-économiques (IME) pour les femmes et jeunes filles cheffes de ménages vulnérables

CHAPITRE 4 : MISE EN ŒUVRE, COORDINATION ET MECANISME DE SUIVI- EVALUATION

Cette partie décrit les plans opérationnels devant être mis en œuvre. Elle précise pour le programme santé les régions identifiées, les types et la durée des projets. Pour ce qui concerne la gestion des catastrophes et le développement organisationnel, elle définit les différents objectifs, résultats attendus et les activités.

Dans le cadre d'un fonctionnement décentralisé, il est défini les rôles et responsabilités des différentes structures (au niveau central et au niveau régional) ainsi que les besoins en formation en vue de l'atteinte des objectifs.

1. Projets Opérationnels en matière de Santé

L'objectif général du programme santé est de contribuer à améliorer et maintenir une bonne santé des populations dans les zones d'intervention d'ici fin 2016.

TYPES DE PROJETS	PROBLEME	REGIONS CONCERNEES	DUREE MINIMALE ET PERIODE	PARTENAIRES POTENTIELS
Projet intégré de WASH et nutrition	Malnutrition Diarrhée	Boukani ,Gontougo ,Kabado ugou , Bagoue, Poro, Tchologo	3 ans 2014-2016	A rechercher
Programme WASH	Insalubrité Maladies diarrhéiques	Cavally, Guemon, Tonpki , San Pedro, Gbokle, Goh, Sud Comoé, Loh Djiboua, Bafing, Marahoue, Agneby Tiassa, Nawa,	5 ans 2013-2017	NESTLE CR Française
Prévention et promotion de la santé	Paludisme, IRA, Maladies diarrhéiques	Tonpki , Guemon, Cavally, Boukani, Gontougo, Loh Djiboua, Gboklé, Kabadougou,	3 ans 2013-2015	CR Française CR Hollandaise CR Finlandaise
	VIH/sida	Indénié- Djuablin, Belier, Iffou, N'Zi , Moronou , Abidjan, Gontougo	4 ans 2013-2016	CR Finlandaise (en partie) A rechercher
	Sante mentale et traumatisme	Cavally, Guemon, Tonpki , San Pedro, Gboklé, District d'Abidjan	3 ans 2013-2015	CBM (en partie) A rechercher
	Maladie non transmissible (obésité, HTA, diabète, etc.)	Abidjan, Yamoussoukro, Sud Comoé, Gbéké	2 ans 2014-2015	A rechercher
	Maladie évitable par la vaccination	Régions à faible taux de couverture vaccinale Riposte à une épidémie évitable par la vaccination dans les régions affectées	4 ans 2013-2016	FICR

– Coordination centrale et Coordination régionale

ROLE DU SIEGE ET BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES		ROLE DES REGIONS ET BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES	
Attributions	Ressources humaines nécessaires et formations	Attributions	Ressources humaines nécessaires et formations
<ul style="list-style-type: none"> - Appui des structures régionales pour l'évaluation initiale et la Planification du projet - Recherche de financements - Appui à la conception et production des outils (Définition du canevas de rapport) - Suivi-Evaluation périodique - Validation et transmission des rapports <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réception des fonds en provenance du bailleur - Validation des demandes de fonds et mise à disposition des ressources - Appui à la gestion logistique des projets - Suivi financier du terrain - Validation et transmission des rapports financiers <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recrutement du personnel - Formation et développement des compétences - Politique de gestion des volontaires et élaboration des outils <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui a la promotion et a la visibilité des activités <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Signature des conventions de collaboration ou de partenariats 	<ul style="list-style-type: none"> - Chef du Département des Programmes - Coordinateur Santé, - Responsable Watsan - Responsable Suivi-Evaluation - Formation en suivi-évaluation de projets - Formation en reporting <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chef du Département Finances - Service Comptabilité - Recrutement de personnel et renforcement des capacités des agents du service logistique <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chef du Département des Ressources Humaines <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chef du Département Communication et Mobilisation des ressources <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Gouvernance et Secrétariat 	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration des projets avec l'appui du Siège - Mise en œuvre des projets - Gestion administrative du bureau régional et gestion des volontaires - Elaboration des rapports techniques et financiers périodiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe régionale (coordinateur, Assistant Administratif et comptable...) - Formation de l'équipe régionale en gestion de projet, en suivi évaluation, suivi budgétaire, reporting, - Formation en stratégie de communication

2. Plan d'action du Programme gestion des catastrophes

Objectif général du programme : La Société Nationale est capable de prévenir et de répondre rapidement et efficacement aux besoins humanitaires issus d'une situation de conflit, de violences ou de catastrophes.

Activités		Echéances	Partenaires de mise en œuvre
Objectif spécifique 1 : Contribuer à la réduction de risques de conflits inter-communautaires			
Résultat attendu 1.1: Les risques de conflits inter- communautaires sont réduits dans localités affectées			
1.1.1	Promotion et vulgarisation de la loi foncière, la loi sur l'eau et la loi sur l'environnement	Juin 2014	Autorités administratives, Ministère de l'environnement
1.1.2	Promotion des principes et valeurs humanitaires	Juin 2014	Autorités administratives, Ministère de l'environnement
Résultat attendu 1. 2 : La Société Nationale est préparée à intervenir dans les zones affectées par les conflits inter- communautaires			
1.2.1	Elaboration d'un plan de contingence « Mouvement de population »	Octobre 2013	CICR, FICR, PNS
1.2.2	Mise en place d'une base de données et mise à jour de la cartographie des zones à risques	Octobre 2013	CNTIG
1.2.3	Formation de 15 cadres et 150 agents communautaires sur les principes clés des lois pour des activités de sensibilisation		Ministère
1.2.4	Sensibilisation communautaire	Octobre 2016	-
1.2.5	Plaidoyer auprès des autorités pour une large vulgarisation des lois	Octobre 2016	-
1.2.6	Recyclage et équipement de 15 branches locales et Siège	Septembre 2016	CICR, FICR, PNS
Objectif spécifique 2: Contribuer à réduire les incidences des feux de brousse			
Résultat attendu 2.1: Les capacités des communautés sont renforcées en matière de lutte contre les feux de brousse et la déforestation			
2.1.1	Sensibilisation des communautés	Septembre 2016	CICR, FICR, Ministère des eaux et forêts
2.1.2	Formation des volontaires sur les thématiques liés aux feux de brousse et à la déforestation	Mai 2014	CICR, FICR, Ministère des eaux et forêts
2.1.3	Mise en place des brigades anti-feu équipées dans les zones à risques	Juin 2014	CICR, FICR, Ministère des eaux et forêts
Résultat attendu 2: La SN est outillée pour la prévention des feux de brousses et la déforestation			
2.2.1	Formation des cadres et agents communautaires	Mai 2014	CICR, FICR, Ministère des eaux et forêts
2.2.2	Organisation et participation au reboisement	-	Ministère des eaux et forêts
2.2.3	Elaboration d'un plan de contingence feux de brousse	Septembre 2013	Ministère des eaux et forêts, FICR
2.2.4	Mise en place d'une base de données et mise à jour de la cartographie	Novembre 2014	CNTIG
Objectif spécifique 3: Contribuer à réduire l'impact des inondations, éboulement et érosion côtière sur les communautés			
Résultat attendu 3.1 : Les communautés adoptent les comportements préventifs pour éviter les risques liés aux inondations, éboulement et érosion côtière			
3.1.1	Sensibilisation des communautés des zones à risques	Novembre 2016	FICR, PFNRRC
3.1.2	Mise en place des équipes communautaires de	Novembre 2016	FICR, PFNRRC

	surveillance des crues		
Résultat attendu 3.2 : La SN est outillée pour la réduction de l'impact des inondations, éboulements et érosion côtière			
3.2.1	Elaboration de boîtes à images sur les inondations	Avril 2014	FICR, PFNRRC
3.2.2	Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de secours	Novembre 2016	FICR, PFNRRC
3.2.3	Mise en place d'une base de données et mise à jour de la cartographie	Novembre 2014	CNTIG
Objectif spécifique 4 : Contribuer à réduire les risques d'accidents de la voie publique			
Résultat attendu 4.1: Les groupes cibles (élèves, les conducteurs autos et motos) sont informés sur les risques d'accidents et observent les règles de sécurité routière			
4.1.1	Sensibilisation à la sécurité routière dans les établissements scolaires, sociétés de transport bien organisées, et aux endroits stratégiques	Novembre 2014	OSER, Ministère du transport
4.1.2	Réalisation des prêts à diffuser sur les règles de sécurité routière et gestes de secours	Juin 2015	OSER
4.1.3	Assistance aux élèves pour la traversée des voies à dense circulation	Novembre 2016	OSER
Résultat attendu 4.2 : La SN est outillée pour la réduction des risques d'accidents de la voie publique			
4.2.1	Révision du partenariat entre la CRC) et l'Office de Sécurité Routière (OSER) et renforcement des capacités des acteurs CR (cadres et agents communautaires)	Février 2014	OSER
4.2.2	Conception et production des supports de sensibilisation	Juin 2014	OSER
4.2.3	Formation des agents communautaires	Août 2014	OSER
Objectif spécifique 5 : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les zones à risques			
Résultat attendu 5.1 : La SN dispose d'un programme en matière de sécurité alimentaire			
5.1.1	Organisation d'un atelier de réflexion sur la stratégie de la Croix-Rouge Cote d'Ivoire en matière de sécurité alimentaire	Décembre 2013	FICR/, CRE, Ministère de l'agriculture
5.1.2	Elaboration de projets sur la sécurité alimentaire dans les zones cibles	Juillet 2014	FICR/, CRE, Ministère de l'Agriculture

– **Coordination centrale et Coordination régionale**

ROLE DU SIEGE ET BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES		ROLE DES REGIONS ET BESOINS EN RESSOURCES HUMAINES	
Attributions	Ressources humaines nécessaires et formations	Attributions	Ressources humaines nécessaires
<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du plan opérationnel annuel - Appui des structures régionales pour l'évaluation initiale et la Planification du projet - Recherche de financements - Appui à la conception et production des outils (Définition du canevas de rapport) - Suivi-Evaluation périodique - Validation et transmission des rapports <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réception des fonds en provenance du bailleur - Validation des demandes de fonds et mise à disposition des ressources - Appui à la gestion logistique des projets - Suivi financier du terrain - Validation et transmission des rapports financiers <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recrutement du personnel - Formation et développement des compétences - Politique de gestion des volontaires et élaboration des outils <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui a la promotion et a la visibilité des activités <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Signature des conventions de collaboration ou de partenariats 	<ul style="list-style-type: none"> - Chef du Département des Programmes - Coordinateur Secours - Responsable chargé de la sécurité alimentaire - Responsable RLF - Responsable PPVH - Opérateur radio - Responsable Suivi-Evaluation - Formation en suivi-Evaluation de projets - Formation en reporting - Formation en gestion de projet <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chef du Département Finances - Service Comptabilité - Recrutement de personnel et renforcement des capacités des agents du service logistique <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chef du Département des Ressources Humaines - Service de la gestion des volontaires <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chef du Département Communication et Mobilisation des ressources <p>-----</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Gouvernance et Secrétariat 	<ul style="list-style-type: none"> - Participation à l'élaboration du plan opérationnel annuel - Mise en œuvre du plan opérationnel annuel au niveau régional - Elaboration des projets avec l'appui du Siège - Mise en œuvre des projets - Gestion administrative du bureau régional et gestion des volontaires - Elaboration des rapports techniques et financiers périodiques 	<ul style="list-style-type: none"> - Equipe régionale (coordinateur, Assistant Administratif et comptable) - Coordinateurs opérationnels - Equipes régionales de projets pour des projets à long terme - Opérateurs radios régionaux - Renforcement des capacités des coordinateurs opérationnels - Formation de l'équipe régionale en gestion de projet, en suivi évaluation, suivi budgétaire, reporting, - Formation en stratégie de communication

3. Plan d'action du développement organisationnel

Les priorités dans le cadre du développement organisationnel ont été regroupées en 5 domaines :

1. Bases juridiques et structures organisationnelles
2. Communication et Diffusion
3. Mobilisation des ressources financières
4. Gestion des ressources financières et matérielles
5. Ressources humaines (Personnel et volontariat)

ACTIONS A ENTREPRENDRE		ECHÉANCES	RESPONSABLES/ COLLABORATEURS
BASE JURIDIQUE ET STRUCTURE ORGANISATIONNELLE			
Objectif spécifique 1 : Renforcer les bases juridiques et la structure organisationnelle			
Résultat attendu 1.1 : La CRCI dispose de nouveaux cadres réglementaires			
1.1.1	Révision des statuts et du règlement intérieur (organisation et fonctionnement)	1 ^{er} trimestre 2013	Secrétaire Général/Coord PVVH
1.1.2	Définition du système de gestion des projets et des structures de gouvernance au niveau régional et local (politique de régionalisation)	1 ^{er} trimestre 2013	Chef du DP /Chef DRH
1.1.3	Organisation d'un atelier de validation de la politique de régionalisation	2 ^{ème} trimestre 2013	Chef du DP /Chef DRH
1.1.4	Mise en la place de bureaux régionaux (<i>au moins un bureau d'ici 2014</i>)	2016	Secrétariat général
COMMUNICATION ET DIFFUSION			
Objectif spécifique 2 : Assurer la promotion de l'image et des activités de la Croix Rouge			
Résultat attendu 2.1 : L'image de la CR améliorée			
2.1.1	Edition et publication des rapports annuels de la CRCI	Annuelle	Chef DCRM/ Chef DP
2.1.2	Rencontres régulières avec les institutions et partenaires pour des présentations	Trimestrielle	SG/Chef DCRM/ Chef DP
2.1.3	Réalisation et diffusion du film institutionnel et promotionnel	Fin 2013	Responsable Communication
2.1.4	Organisation de séances d'information auprès des autorités et le grand public	Annuelle	Coordinateur PPVH
2.1.5	Réaliser des insertions dans les journaux et à la télé	Trimestrielle	Responsable Communication
Résultat attendu 2.2 : Les activités de la CR sont mieux connues du public et des partenaires			
2.2.1	Animation du site internet	-	Responsable Communication
2.2.2	Edition et publication du bulletin d'information (papier et électronique)	Trimestrielle	Responsable Communication
2.2.3	Réalisation de publi-reportages et participer à des salons, foires,	<i>Occasionnelle</i>	Chef DCRM/ Respo communication & marketing
2.2.4	Organisation des journées mondiales de la croix rouge, du volontariat, sécurité routière, lavage des mains, premiers secours....	Annuelle	Chef DCRM/Coordinateur PVVH/Responsable Communication
Résultat attendu 2.3 : La communication interne améliorée			
2.3.1	Organisation de séances de diffusion interne	Trimestrielle	Coordinateur PVVH
2.3.2	Création de boîtes à suggestion et des tableaux d'affichage dans les principaux sites	Fin 2013	Responsable Communication
2.3.3	Formation régulière du personnel à l'utilisation du site internet de la CRCI et analyse et traitement des contenus	Trimestrielle	Responsable Communication

MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIERES			
Objectif spécifique 3 : Renforcer les capacités financières propres de la SN en vue d'une grande autonomie d'action			
Résultat attendu 3.1 : La subvention de l'Etat est régulièrement versée et son montant a augmenté			
3.1.1	Identification des centres de décisions et renforcement des relations	2 ^{ème} trimestre 2013	Chef DCMR
3.1.2	Amélioration du reporting auprès des autorités	-	Chef DCMR
3.1.3	Conduite de plaidoyer pour l'augmentation de la subvention actuelle	2 ^{ème} trimestre 2013	Chef DCMR
Résultat attendu 3.2 : Des AGR rentables sont développés et les entités sociocommunautaires sont restructurées			
3.2.1	Développement de la commercialisation des premiers secours	1 ^{er} trimestre 2013	Chef DCMR/ Resp. Marketing
3.2.2	Développement la commercialisation de produits Croix-Rouge	1 ^{er} trimestre 2014	Chef DCMR/ Resp. Marketing
3.2.3	Identification et développement de nouvelles AGR	2 ^{ème} trimestre 2013	Chef DCMR/ Resp. Marketing
3.2.4	Restructuration et réhabilitation des entités sociocommunautaires	1 ^{er} trimestre 2013	Chef DCMR/Chef DFC
3.2.5	Identification et réalisation de nouvelles opportunités de mobilisation de ressources	Permanent	Chef DCMR/ Resp. Marketing
Résultat attendu 3.3 : Des activités de collecte rentables sont réalisées			
3.3.1	Organisation des Journées nationales de collecte	Annuelle	Chef DCMR
3.3.2	Développement et fidélisation d'un réseau de donateurs réguliers	Permanent	Chef DCMR
3.3.3	Organisation de Gala annuel	Annuelle	Chef DCMR / Resp. Communication et Marketing
Résultat attendu 3.4 : Les Branches Locales sont aptes à mobiliser des ressources financières propres			
3.4.1	Formation de Branches Locales à la Mobilisation des Ressources (atelier)	1 ^{er} trimestre 2013	Chef DCMR/ Chef DFC
3.4.2	Accompagnement des Branches Locales pour l'identification et la réalisation des opportunités d'AGR et collectes	2013	Chef DCMR/ Chef DFC
GESTION DES RESSOURCES FINANCIERES ET RESSOURCES MATERIELLES			
Objectif spécifique 4 : Améliorer la gestion des ressources financières et matérielles			
Résultat attendu 4.1: La société nationale produit des états financiers fiables reflétant l'image fidèle de son patrimoine			
4.1.1	Formation du personnel aux outils de gestion (finance, logistique, informatique)	1 ^{er} trimestre 2013	Chef DFC
4.1.2	Formation des acteurs des branches locales à la comptabilité simplifiée et au suivi budgétaire	1 ^{er} trimestre 2014	Chef DFC
4.1.3	Production d'un protocole de gestion des AGR dans les branches locales	2 ^{ème} trimestre 2014	Chef DFC
4.1.4	Mise en place d'un rapportage mensuel, trimestriel et annuel y compris des branches locales	1 ^{er} semestre 2014	Chef DFC
4.1.5	Réalisation de l'audit annuel des comptes de la SN	Annuelle	Chef DFC
4.1.6	Production régulière des autres états ou rapports financiers	Périodique	Chef DFC
Résultat attendu 4.2: Le contrôle financier interne est assuré			
4.2.1	Révision du manuel de procédures existant et autres textes juridiques de la société nationale	3 ^{ème} trimestre 2013	Chef DFC
4.2.2	Opérationnalisation des organes de contrôle interne	2 ^{ème} trimestre 2014	Chef DFC
4.2.3	Formation des membres des organes de contrôle interne (clarification de leur rôle)	1 ^{er} trimestre 2014	Chef DFC
Résultat attendu 4.3: Les ressources matérielles de la Société Nationale sont renforcées et bien gérées			
4.3.1	Extension de la capacité du serveur de stockage et de	4 ^{ème} trimestre 2014	Chef DFC/

	protection des données		Responsable IT
4.3.2	Rénovation du réseau informatique et télécom	4 ^{ème} trimestre 2015	Chef DFC/ Responsable IT
4.3.3	Renforcement progressif du parc auto avec de véhicules neufs	4 ^{ème} trimestre 2016	Chef DFC/ Resp. flotte
4.3.4	Renouvellement des installations électriques	4 ^{ème} trimestre 2014	Chef DFC/ Resp. logistique
4.3.5	Acquisition de logiciels de gestion de stocks de matériels et des immobilisations	1 ^{er} trimestre 2013	Chef DFC/ Resp. IT
4.3.6	Aménagement d'espace de stockage des archives physiques	1 ^{er} trimestre 2014	Chef DFC/ Resp. logistique
4.3.7	Equiper en matériels informatique des branches locales et formation à leur utilisation	4 ^{ème} trimestre 2016	Chef DFC/ Resp. IT
4.3.8	Construction de nouveaux bureaux au siège	4 ^{ème} trimestre 2016	Chef DFC/ Resp. logistique
RESSOURCES HUMAINES			
Objectif spécifique 5: Assurer une gestion optimale des Ressources Humaines de la CRCI			
Résultat attendu 5.1 : Les rôles respectifs de la Gouvernance et de la Gestion sont clairement définis et les mécanismes et outils de travail sont mis en place et fonctionnent convenablement			
5.1.1	Organisation d'un atelier de clarification des rôles respectifs de la Gouvernance et de la Gestion et coordonner la mise en place des mécanismes et outils de travail.	Décembre 2013	Le Conseil de Direction et Chef DRH
5.1.2	Révision du manuel de procédures administratives et financières	Décembre 2013	Chef DRH et Chef DFC
Résultat attendu 5.2 : L'ensemble des pratiques et politiques de gestion du personnel sont conformes aux dispositions légales et conventionnelles applicables			
5.2.1	Elaboration, validation du règlement intérieur du personnel	Décembre 2013	Chef du DRH
5.2.2	Mise à jour des listings des personnels déclarés sur les différents comptes CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale) et reconstitution de la carrière de chaque agent	Décembre 2015	Chef DRH
Résultat attendu 5.3 : Les outils nécessaires à une gestion efficace des Ressources Humaines sont mis en place			
5.3.1	Elaboration et mise en œuvre d'une politique de formation pour garantir l'adéquation permanente des personnes en poste aux exigences de leurs postes respectifs	Juin 2014 (Politique)	Chef DRH
5.3.2	Elaboration et mise en œuvre de la politique de reconnaissance du mérite	Juin 2014 (Politique)	Chef DRH et autres Chefs de Département
5.3.3	Mise en place d'un schéma théorique de communication interne et élaboration des outils de mise en œuvre de celui-ci	Décembre 2013	Chef DRH et Chef DCMR, Responsable Communication
5.3.4	Organisation d'activités de construction et de consolidation de l'esprit d'équipe	Annuelle	Chef DRH et les autres Chefs de Département
5.3.5	Elaboration et mise en œuvre d'une politique de gestion sociale du personnel afin de créer et renforcer le niveau de motivation et de mobilisation du personnel y compris les agents affectés par l'Etat	2014 (élaboration du Manuel) Quasi-permanent (Utilisation)	Chef DRH
5.3.6	Mise en place d'un plan de gestion prévisionnelle des Ressources humaines de la SN (personnel et volontaires)	Décembre 2014	Chef du DRH
Résultat attendu 5.4 : Les outils de suivi et de promotion du volontariat et des activités de jeunesse sont élaborés			
5.4.1	Elaboration et mise en œuvre de la politique de développement du volontariat et des activités de jeunesse	Décembre 2013 (politique)	Chef DRH et Coord. Jeunesse
5.4.2	Elaboration d'une base de données des volontaires et mise à jour	Décembre 2013 (Base de données)	Chef DRH

4. Cadre de Suivi-Evaluation du PSD

Le suivi de la mise en œuvre du Plan Stratégique comprend l'approbation du PSD par le Conseil de Direction, le suivi trimestriel, semestriel et annuel des programmes. Pour ce qui concerne les projets spécifiques, le suivi périodique, le monitoring, les visites de supervision et de contrôle sur les sites des projets, les réunions trimestrielles conjointes de coordination, la revue à mi parcours permettront de s'assurer de l'atteinte des objectifs initialement définis pour les projets d'une part et d'autre part, des objectifs stratégiques des Programmes.

L'évaluation à mi-parcours du PSD, qui aura lieu en fin 2014, devra être approfondie avec la réalisation des évaluations à mi-parcours des projets en cours. La fonction d'évaluation sera centrée sur son rôle stratégique d'aide à la prise de décision, de responsabilité et d'apprentissage en vue d'améliorer la performance des programmes et l'ajustement des objectifs.

L'évaluation finale du PSD interviendra en 2016 et permettra d'apprécier le niveau global d'atteinte des différents objectifs fixés en vue de l'élaboration des prochains.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs définis dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de la CRCI. Sur la base de ces indicateurs, les évaluations des projets devraient présenter des données plus détaillées ou désagrégées par sexe, âge, genre ou zone géographique.

Tableau 05 : Matrice des principaux indicateurs

DOMAINES		INTITULE DE L'INDICATEUR
Programme Santé		
Prévention et promotion de la santé	1.	Nombre de mobilisation sociale pour les campagnes de vaccination
	2.	Nombre de ménages touchés lors des mobilisations sociales des JNV
	3.	Nombre de personnes sensibilisées lors des mobilisations sociales des JNV
	4.	Nombre d'enfant de 0 à 5 ans identifiés lors des mobilisations sociales des JNV
	5.	Nombre de consultations médicales en soins curatif et santé de la reproduction
	6.	Nombre de cas de malnutris suivis
	7.	Nombre de séance de sensibilisation sur la promotion de la santé
	8.	Nombre de femme enceinte sensibilisées sur PFE
	9.	Nombre de personnes ayant bénéficié de soutien psychosocial
Promotion de l'Eau-Hygiène-Assainissement	10.	Nombre de latrines publiques construites équipées de dispositif de lavage de mains
	11.	Nombre de latrines scolaires construites équipées de dispositif de lavage de mains
	12.	Nombre de puits réaménagés
	13.	Nombre de pompes réhabilitées
	14.	Nombre de dispositifs de lavage des mains construits
	15.	Nombre de latrines scolaires réhabilitées
	16.	Nombre de dispositif de lavage des mains réhabilités
	17.	Nombre de clubs/comités d'hygiène mis en place
	18.	Nombre de personnes formés (animateurs, clubs d'hygiène)
	19.	Nombre de kits d'hygiène distribués (kits d'urgence)
	20.	Nombre de personnes sensibilisées sur le processus de lavage des mains
	21.	Nombre de séance de sensibilisation sur la promotion l'eau-hygiène-assainissement
	22.	Nombre de villages certifiés FDAL après l'intervention de la CR
23.	Nombre de personnes sensibilisées sur l'hygiène - l'eau - l'assainissement	
Lutte contre les IST- VIH-Sida	24.	Nombre de personnes sensibilisées sur la prévention des IST-VIH-Sida
	25.	Nombre de personnes dépistées
	26.	Nombre de personnes vivant avec le VIH sous ARV suivis
	27.	Nombre de préservatifs masculins distribués
	28.	Nombre de préservatifs féminins distribués
Programme de gestion des catastrophes		
	1.	Nombre de volontaires formés/recyclés aux premiers secours

Conflits intercommunautaires Feux de brousses et déforestation Inondation, éboulement et érosion côtière Insécurité alimentaire Insécurité routière	2.	Nombre de brigade communautaire installée	
	3.	Nombre de branches locales équipées (Nombre de trousse, brancards, ...)	
	4.	Existence de plans de contingences (conflits intercommunautaires, feux de brousses)	
	5.	Existence de plan de secours pour les Inondations, éboulements et érosions côtières	
	6.	Existence de base de données (conflits intercommunautaires, feux de brousses)	
	7.	Existence de cartographies de zones à risque mises à jour (conflits intercommunautaires, feux de brousses)	
	8.	Nombre de séance de sensibilisation sur les feux de brousses	
	9.	Nombre de séance de sensibilisation sur la déforestation	
	10.	Nombre de séance de sensibilisation sur les inondations, éboulements et érosions côtières	
	11.	Nombre de séance de sensibilisation sur la sécurité routière	
	12.	Nombre de personnes sensibilisées les feux de brousses et la déforestation	
	13.	Nombre de personnes sensibilisées sur la déforestation	
	14.	Nombre de personnes sensibilisées sur les inondations, éboulements et érosions côtières	
	15.	Nombre de séance de sensibilisation sur la sécurité routière	
	16.	Nombre de communautés/personnes assistées après les catastrophes	
	Programme Protection réhabilitation sociale		
Protection de l'enfance Violences basées sur le Genre Mutilation génitale féminine Sécurité Economique	1.	Nombre de volontaires formés au soutien psychosocial	
	2.	Nombre de séance de sensibilisation sur la promotion des droits de la femme	
	3.	Nombre de séance de sensibilisation sur la protection de l'enfant	
	4.	Nombre de personne en situation de handicap prise en compte dans les programmes	
	5.	Nombre de réinsertion familiale / réunification	
	6.	Nombre de séance d'écoutes actives	
	7.	Nombre d'initiatives micro-économiques mises en place et suivies	
Développement institutionnel			
Bases juridiques et structures organisationnelles	1.	Existence de statuts et règlement intérieur révisés	
	2.	Existence d'une politique de régionalisation	
	3.	Existence de Bureau régional fonctionnel	
Communication et Diffusion	4.	Nombre de rapports annuels publiés	
	5.	Nombre de rencontres avec les institutions et partenaires	
	6.	Nombre de films promotionnels et institutionnel	
	7.	Nombre de séances d'information organisées auprès des autorités et du grand public	
	8.	Nombre d'insertions dans les journaux et la télévision	
	9.	Nombre de visiteurs du site internet	
	10.	Nombre de publication du bulletin	
	Mobilisation des Ressources	11.	% d'augmentation de la subvention obtenue (34%)
		12.	Contribution du CFA aux Coûts de base (18%)
13.		Nombre de branches locales formées à la mobilisation des ressources	
14.		Nombre de BL accompagnées dans la réalisation d'AGR	
15.		Contribution de la collecte et du gala aux Coûts de base (12%)	
Gestion de ressources financières et matérielles	16.	Existence de manuel révisé de procédures administratives et financières	
	17.	Disponibilité des rapports financiers	
	18.	Nombre d'audit financier général	
	19.	Disponibilité de logiciel de gestion des stocks et des immobilisations	
	20.	Disponibilité des protocoles de gestion des AGR dans les branches locales	
Gestion des RH	21.	Disponibilité du règlement intérieur du personnel au siège et les bureaux des projets	
	22.	Existence des plans annuels de formation, de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) et du manuel de gestion sociale du personnel	
	23.	Tenue de cérémonie annuelle de reconnaissance du mérite	
	24.	Disponibilité de la politique du volontariat (Siège et Branches locales)	
	25.	Existence de la base de données mise à jour des volontaires	

CHAPITRE 5 : BUDGET ET FINANCEMENT

Budget Programme Santé

TYPES DE PROJETS	REGIONS CONCERNEES	PROBLEME	PERIODE	ANNEE				COUT		POTENTIELS PARTENAIRES
				2013	2014	2015	2016	FCFA	CHF	
Projet intégré de WASH et nutrition	Boukani, Gontougo, Kabadougou, Bagoue, Poro, Tchologo,	Malnutrition Diarrhée	2014-2016	-	100 000 000	100 000 000	100 000 000	300 000 000	600 000	A rechercher
Programme WASH	Cavally, Guemon, Tonpki, San Pedro, Gbokle, Goh, Sud Comoé, Loh Djiboua, Bafing, Marahoue, Agneby Tiassa, Nawa,	Insalubrité Maladies diarrhéiques	2013-2017	700 000 000	716 000 000	716 000 000	316 000 000	2 448 000 000	4 896 000	NESTLE CR Hollandaise CR Française, CICR (Wathab) Ambassades Autres à rechercher
Prévention et promotion de la santé	Tonpki, Guemon, Cavally, Boukani, Gontougo, Loh Djiboua, Gboklé, Kabadougou,	Paludisme, IRA, Maladies diarrhéiques	2013-2015	182 000 000	250 000 000	250 000 000	-	682 000 000	1 364 000	CR Hollandaise CR Finlandaise CR Française Autres à rechercher
	Indénié- Djuablin, Belier, Iffou, N'Zi, Moronou, Abidjan, Gontougo,	VIH/sida	2013-2016	-	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000	120 000	CR Finlandaise (en partie) A rechercher
	Cavally, Guemon, Tonpki, San Pedro, Gboklé, District d'Abidjan	Santé mentale et traumatisme	2013-2015	-	110 000 000	98 000 000	65 000 000	273 000 000	546 000	CBM Autres à rechercher
	Abidjan, Yamoussoukro, Sud Comoé, Gbéké	Maladie non transmissible (obésité, HTA, diabète, etc.)	2014-2015	-	20 000 000	20 000 000	20 000 000	60 000 000	120 000	A rechercher
	Régions à faible taux de couverture vaccinale	Maladie évitable par la vaccination	2013-2016	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	120 000 000	240 000	FICR
TOTAL				912 000 000	1 246 000 000	1 234 000 000	551 000 000	3 943 000 000	7 886 000	

Budget Programme Gestion des Catastrophes

ACTIVITES		ANNEES				COUT	
		2013	2014	2015	2016	FCFA	CHF
1.1.1	Promotion et vulgarisation de la loi foncière, la loi sur l'eau et la loi sur l'environnement	-	1 000 000	1 000 000	1 500 000	3 500 000	7 000
1.1.2	Promotion des principes et valeurs humanitaires	-		1 000 000	1 000 000	2 000 000	4 000
1.2.1	Elaboration d'un plan de contingence « Mouvement de population »	-	-	-	-	-	
1.2.2	Mise en place d'une base de données et mise à jour de la cartographie des zones à risques	1 000 000	-	-	-	1 000 000	2 000
1.2.3	Formation de 15 cadres et 60 agents communautaires sur les principes clés des lois pour des activités de sensibilisation		3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	18 000
1.2.4	Plaidoyer auprès des autorités pour une large vulgarisation des lois	-	-	-	-	-	
1.2.5	Recyclage et équipement de branches locales et du siège	-	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000	90 000
2.2.1	Production des outils de sensibilisation	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000	6 000
2.2.2	Sensibilisation des communautés	-	3 000 000	2 000 000	2 000 000	7 000 000	14 000
2.2.1	Formation des volontaires sur les thématiques liés aux feux de brousse et à la déforestation (10 agents dans 10 zones)	-	3 000 000	2 500 000	2 500 000	8 000 000	16 000
2.2.2	Organisation et participation au reboisement	-	-	-	-	-	-
2.2.3	Elaboration d'un plan de contingence feux de brousse	-	-	-	-	-	-
2.2.4	Mise en place d'une base de données et mise à jour de la cartographie	-	-	-	-	-	-
2.2.5	Renforcement des brigades communautaires dans les zones à risques		5 000 000	3 000 000	3 000 000	11 000 000	22 000
3.1.1	Sensibilisation des communautés des zones à risques (5 zones)	-	3 500 000	3 500 000	3 500 000	10 500 000	21 000
3.1.2	Mise en place des équipes communautaires de surveillance des crues	-	-	-	-		-
3.2.1	Elaboration de boîtes à images sur les inondations	-	1 000 000	-	1 000 000	2 000 000	4 000
3.2.2	Participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de secours	-	-	-	-	-	-
3.2.3	Formation des équipes communautaires	-	5 000 000	3 000 000	-	8 000 000	16 000
3.2.4	Mise en place d'une base de données et mise à jour de la cartographie	-	-	-	-	-	-
4.1.1	Sensibilisation à la sécurité routière dans les établissements scolaires, sociétés de transport bien organisées, et aux endroits stratégiques	-	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000	18 000
4.1.2	Réalisation des prêts à diffuser sur les règles de sécurité routière et gestes de secours	-	4 000 000	1 000 000	1 000 000	6 000 000	12 000
4.1.3	Assistance aux élèves pour la traversée des voies à dense circulation (initiative des écoles et des Branches locales)	-	-	-	-	-	-
4.2.1	Révision du partenariat entre la CRCI et l'Office de Sécurité Routière (OSER) et renforcement des capacités des acteurs CR (Cadres et Agents communautaires)	50 000	1 500 000	-	-	1 550 000	3 100
4.2.2	Conception et production des supports de sensibilisation	-	1 000 000	500 000	500 000	2 000 000	4 000
4.2.3	Formation des agents communautaires (5 zones)	-	5 000 000	2 000 000	-	7 000 000	14 000
5.1.1	Organisation d'un atelier de réflexion sur la stratégie de la Croix-Rouge Côte d'Ivoire en matière de sécurité alimentaire	-	3 000 000	-	-	3 000 000	6 000
5.1.2	Elaboration de projets sur la sécurité alimentaire dans les zones cibles	-	3 500 000	-	-	3 500 000	7 000
TOTAL		1 050 000	61 500 000	41 500 000	38 000 000	142 050 000	284 100

Budget du Programme de Développement Organisationnel

ACTIONS A ENTREPRENDRE		ANNEES				COUT	
		2013	2014	2015	2016	FCFA	CHF
1- Bases Juridiques et Structures Organisationnelles							
1.1.1	Révision des statuts et du règlement intérieur (organisation et fonctionnement)	2 650 000	-	-	-	2 650 000	5 300
1.1.2	Définition du système de gestion des projets et des structures de gouvernance au niveau régional et local (politique de régionalisation)	-	-	-	-	-	
1.1.3	Organisation d'un atelier de validation de la politique de régionalisation	2 500 000	-	-	-	2 500 000	5000
1.1.4	Mise en la place de bureaux régionaux	-	12 000 000	25 000 000	25 000 000	62 000 000	124 000
	Sous-total 1 :	5 150 000	12 000 000	25 000 000	25 000 000	67 150 000	134 300
2- Communication et Diffusion							
2.1.1	Edition et publication des rapports annuels de la CRCI	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	8 000 000	16 000
2.1.2	Rencontres régulières avec les institutions et partenaires pour des présentations	500 000	500 000	500 000	500 000	20 000 000	4 000
2.1.3	Réalisation et diffusion du film institutionnel et promotionnel	3 000 000	500 000	500 000	500 000	4 500 000	9 000
2.1.4	Organisation de séances d'information auprès des autorités et le grand public	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	10 000 000	20 000
2.1.5	Réaliser des insertions dans les journaux et à la télé	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	8 000 000	16 000
2.2.1	Animation du site internet	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	6 000 000	12 000
2.2.2	Edition et publication du bulletin d'information (papier et électronique)	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	16 000 000	32 000
2.2.3	Réalisation de publi-reportages et participer à des salons, foires,	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	8 000 000	16 000
2.2.4	Organisation des journées mondiales de la croix rouge, du volontariat, sécurité routière, lavage des mains, premiers secours....	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	20 000 000	40 000
2.3.1	Organisation de séances de diffusion interne	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	12 000 000	24 000
2.3.2	Création de boîtes à suggestion et des tableaux d'affichage dans les principaux sites (Siège et Cité de l'Enfance)	100 000	-	-	-	100 000	200
2.3.3	Formation régulière du personnel à l'utilisation du site internet de la CRCI et analyse et traitement des contenus	-	-	-	-	-	-
	Sous-total 2 :	25 600 000	23 000 000	23 000 000	23 000 000	94 600 000	189 200
3- Mobilisation des ressources							
3.1.1	Identification des centres de décisions et renforcement des relations	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	4 000 000	8 000
3.1.2	Partage des rapports aux autorités ciblées	-	-	-	-	-	-
3.1.3	Conduite de plaidoyer pour l'augmentation de la subvention actuelle	-	-	-	-	-	-
3.2.1	Développement de la commercialisation des premiers secours	25 000 000	15 000 000	10 000 000	10 000 000	50 000 000	100 000
3.2.2	Développement la commercialisation de produits Croix- Rouge	3 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	18 000 000	26 000

3.2.3	Identification et développement de nouvelles AGR		10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	40 000
3.2.4	Restructuration et réhabilitation des entités sociocommunautaires	5 000 000	7 000 000	7 000 000	7 000 000	26 000 000	38 000
3.2.5	Identification et réalisation de nouvelles opportunités de mobilisation des ressources	1 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	7 000 000	14 000
3.3.1	Organisation des Journées nationales de collecte	8 000 000	10 000 000	12 000 000	14 000 000	44 000 000	88 000
3.3.2	Développement et fidélisation d'un réseau de donateurs réguliers	3 000 000	4 000 000	5 000 000	5 000 000	17 000 000	34 000
3.3.3	Organisation de Gala annuel	16 500 000	18 500 000	20 000 000	20 000 000	75 000 000	150 000
3.4.1	Formation de Branches Locales à la Mobilisation des Ressources (atelier)	3 000 000	2 500 000	2 500 000	-	8 000 000	16 000
3.4.2	Accompagnement des Branches Locales pour l'identification et la réalisation des opportunités d'AGR et collectes	3 000 000	20 000 000	20 000 000	20 000 000	63 000 000	126 000
3.4.3	Evaluation des Branches Locales en matière de MR	400 000	800 000	1 000 000	1 000 000	3 200 000	6 400
	Sous-total 3 :	68 900 000	95 800 000	95 500 000	63 000 000	3 232 000	646 400
4- Gestion des Ressources Financières et Ressources Matérielles							
4.1.1	Formation du personnel aux outils de gestion (finance, logistique, informatique)	1 200 000	500 000	500 000	500 000	2 700 000	5 400
4.1.2	Formation des acteurs des branches locales à la comptabilité simplifiée et au suivi budgétaire	-	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	12 000
4.1.3	Production d'un protocole de gestion des AGR dans les branches locales	-	-	-	-	-	-
4.1.4	Mise en place d'un rapportage mensuel, trimestriel et annuel y compris les branches locales (voir formation)	-	-	-	-	-	-
4.1.5	Réalisation de l'audit annuel des comptes de la SN	7 000 000	7 000 000	8 000 000	8 000 000	30 000 000	60 000
4.1.6	Production régulière des autres états ou rapports financiers	-	-	-	-	-	-
4.2.1	Révision du manuel de procédures existant et autres textes juridiques de la société nationale	2 500 000	-	-	-	2 500 000	5 000
4.2.2	Opérationnalisation des organes de contrôle interne	-	-	-	-	-	-
4.2.3	Formation des membres des organes de contrôle interne (clarification de leur rôle)	1 000 000	-	-	-	1 000 000	2 000
4.3.1	Extension de la capacité du serveur de stockage et de protection des données	-	1 500 000	-	-	-	3 000
4.3.2	Rénovation du réseau informatique et télécom	-	4 000 000	-	-	4 000 000	8 000
4.3.3	Renforcement progressif du parc auto avec de véhicules neufs	-	-	30 000 000	18 000 000	48 000 000	96 000
4.3.4	Renouvellement des installations électriques	3 000 000	2 000 000	2 000 000	-	7 000 000	14 000
4.3.5	Acquisition de logiciels de gestion de stocks de matériels et des immobilisations	5 000 000	-	-	-	5 000 000	10 000
4.3.6	Aménagement d'espace de stockage des archives physiques	1 500 000	-	-	-	1 500 000	3 000
4.3.7	Equiperment en matériels informatique des branches locales et formation à leur utilisation	-	60 000 000	-	-	60 000 000	120 000
4.3.8	Construction de nouveaux bureaux au siège	-	35 000 000	30 000 000	-	65 000 000	130 000
	Sous-total 4 :	21 200 000	112 000 000	72 500 000	28 500 000	234 200 000	468 400
5- Ressources Humaines							
5.1.1	Organisation d'un atelier de clarification des rôles respectifs de la Gouvernance et de	3 000 000	-	-	-	3 000 000	6 000

	la Gestion et coordonner la mise en place des mécanismes et outils de travail.						
5.1.2	Révision du manuel de procédures administratives et financières	2 500 000	-	-	-	2 500 000	5 000
5.2.1	Elaboration, validation et mise en application le règlement intérieur du personnel	500 000				500 000	1 000
5.2.2	Mise à jour des listings des personnels déclarés sur les différents comptes CNPS reconstitution de la carrière de chaque agent	-	-	-	-	-	-
5.3.1	Elaboration et mise en œuvre d'une politique de formation pour garantir l'adéquation permanente des personnes en poste aux exigences de leurs postes respectifs	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	20 000 000	40 000
5.3.2	Elaboration et mise en œuvre de la politique de reconnaissance du mérite	750 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 750 000	13 500
5.3.3	Mise en place d'un schéma théorique de communication interne et élaboration des outils de mise en œuvre de celui-ci	-	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000	12 000
5.3.4	Organisation d'activités de construction et de consolidation de l'esprit d'équipe	250 000	500 000	500 000	500 000	1 750 000	3 500
5.3.5	Elaboration et mise en œuvre d'une politique de gestion sociale du personnel afin de créer et renforcer le niveau de motivation et de mobilisation du personnel y compris les agents affectés par l'Etat	-	10 000 000	20 000 000	30 000 000	60 000 000	120 000
5.3.6	Mise en place d'un plan de gestion prévisionnelle des Ressources humaines de la SN (personnel et volontaires)	-	5 000 000	10 000 000	10 000 000	25 000 000	50 000
5.4.1	Elaboration et mise en œuvre de la politique de développement du volontariat et des activités de jeunesse	2 500 000	56 500 000	56 500 000	56 500 000	172 000 000	344 000
5.4.2	Elaboration d'une base de données des volontaires et mise à jour	6 750 000	-	-	-	6 750 000	13 500
	Sous-total 5 :	21 250 000	81 000 000	96 000 000	106 000 000	304 250 000	608 500
	Total Programme Développement organisationnel	142 100 000	323 800 000	312 000 000	245 500 000	1 023 400 000	2 046 800

ANNEXES

Annexe 1 : Synthèse des Résultats des Projets & Programmes 2008-2012

PROJETS	PARTENAIRES	PÉRIODE	ZONES	RESULTATS ATTEINTS
PROGRAMME SANTE				
1. EAU HYGIENE ASSAINISSEMENT				
Accès durable à l'eau potable et aux installations sanitaires de base	Nestlé1/FICR:	2007-2009	Abidjan, Aboisso, Agboville, Jacquville, Anyama Tiassalé	<ul style="list-style-type: none"> - 8 blocs latrines publiques construites - 50 pompes à motricité humaine réhabilitées - 50 membres CGPE et de 8 membres CGL formés sur la gestion - 20 animateurs formés sur l'approche PHAST (Participatory Hygiene and Sanitation Transformation) - Environ 1152 Séances de promotion d'hygiène organisées - 34 310 bénéficiaires
	Nestlé2/FICR:	2009-2011	Abidjan Anyama, Aboisso, Agboville, Tiassalé, Jacquville, Dabou, Ayamé	<ul style="list-style-type: none"> - 25 latrines scolaires et 8 latrines publiques construites - 61 pompes à motricité humaine réhabilitées - Des séances de Promotion d'hygiène organisées - 50 systèmes de lavage des mains installés - 30 enseignants et 50 relais communautaires formés - 83 180 bénéficiaires
	Nestlé3/FICR:	Mars - Décembre 2012	Gagnoa, Divo, Lakota, Guitry, Soubré et Aboisso	<p>Projet en cours de réalisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 agents formés sur l'approche ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté) - 30 villages déclenchés sur un total de 33 villages (pour l'ATPC)
Projet de Promotion de l'hygiène et de l'assainissement	SHELL / FICR	2009-2010	Abidjan (Port-Bouët), Tiassalé, Taabo, Grd-Bassam, Oumé, Gagnoa, Dimbokro,	<ul style="list-style-type: none"> - 1 latrine scolaire et 5 latrines publiques construites - 34 pompes réhabilitées - maçons formés à la réhabilitation des points d'eau - Des volontaires formés ont organisés des séances de promotion d'hygiène - 41 408 bénéficiaires
Projet de Promotion de l'hygiène et de l'assainissement	CR Belge Flandre/FICR	2009-2011	Abidjan Tiassalé, Taabo, Grd-Bassam, Oumé, Gagnoa, Dimbokro, Yamoussoukro, Bongouanou	<ul style="list-style-type: none"> - 30 pompes à motricité humaine réhabilitées - 30 personnes relais communautaires formées - 36 067 bénéficiaires
Projet Amélioration de l'accès aux soins des groupes vulnérables dans les zones affectées par la crise en	CR Française	Octobre 2011 à août 2012	Toulépleu	<ul style="list-style-type: none"> - 47 pompes à motricité réhabilitées; - 198 puits familiaux curés et désinfectés; - 8 000 relais communautaires formés sur le traitement d'eau à domicile, la lutte contre le paludisme et les

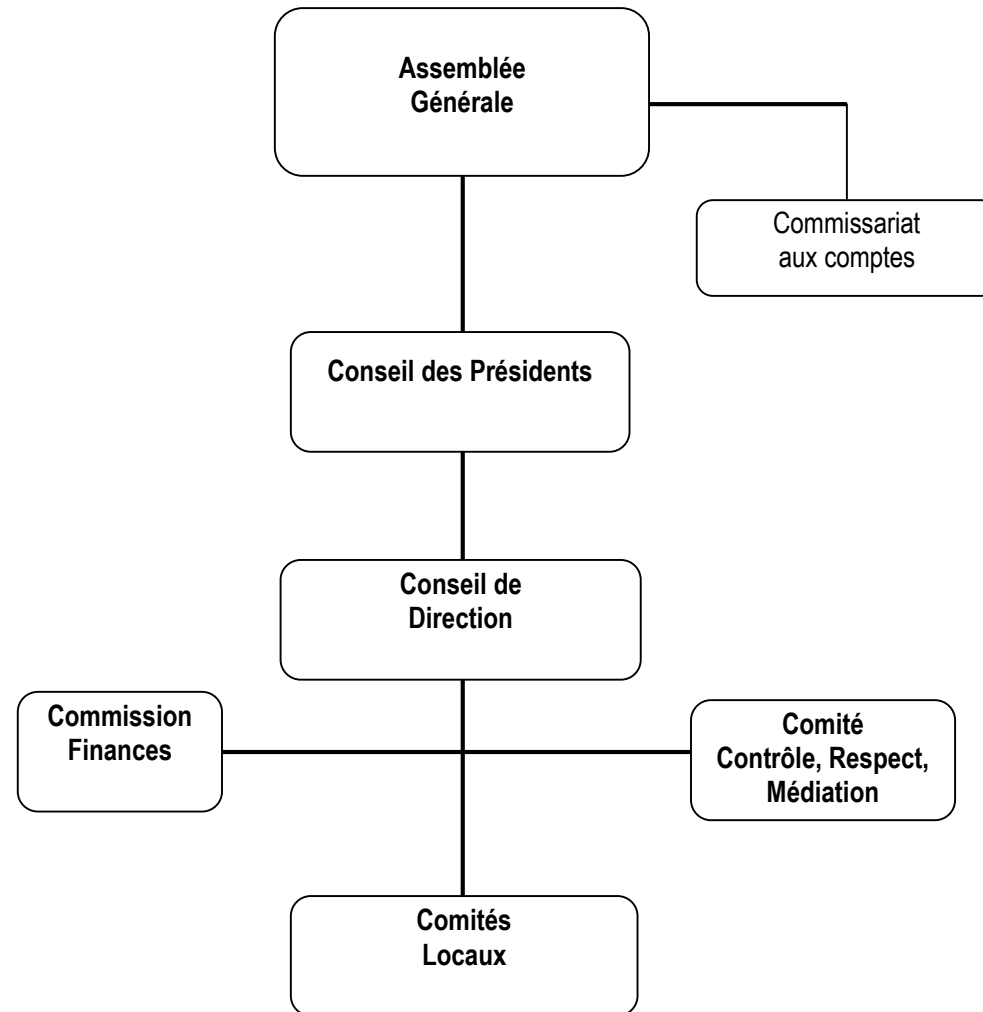
Côte d'Ivoire Volet Eau Hygiène Assainissement				maladies diarrhéiques – 1 200 pastilles d'Aquatab distribuées – 40 comités de gestion redynamisés – 9 556 Personnes Formées/sensibilisées – 6 puits aménagés/réhabilités et 6 zones à déchets réhabilités ; – 36 latrines/douches ont été réhabilitées construites ;
Assistance Humanitaire post crise en Côte d'Ivoire contre le Choléra	UNICEF	Février 2011	Abidjan: Adjamé, Williamville, Attécoubé Yopougon Ouest d'Abobo, Anyama, Koumassi, Port-Bouët,	– 135 456 personnes sensibilisées dont 14 710 élèves; 34 lieux de culte; 85 écoles, 25 centres de santé – 4 000 kits d'hygiène comprenant 100 008 savons, – 15 501 prospectus de lavage de main, – 49 600 comprimés d'Aquatab, – 3 459 solutions chlorées distribués
Réponse d'urgence visant à limiter la propagation de l'épidémie de choléra sur Abidjan	UNICEF-ACF	Août 2011 à mai 2012	District d'Abidjan	– 10 000 kits de prévention choléra et de traitement de l'eau à domicile distribués et 500 kits aux maquis des zones cibles – Des séances de sensibilisation organisées pour la promotion d'hygiène dans les zones ciblées, 40 000 personnes sensibilisées
Projet ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté)	UNICEF	2011-2012	Département de Bouaflé	– 339 latrines construites par les communautés – 15 420 personnes connaissent les techniques simples de traitement de l'eau à domicile dans 30 villages – 5 villages certifiés FDAL (Fin de la Défécation à l'Air Libre)
Réponse à l'épidémie de choléra au Sud Est de la CI dans le District sanitaire d'Aboisso	UNICEF	Juillet-décembre 2012	Aboisso	– 35 volontaires formés à la prévention du Choléra et la désinfection des puits et latrines – 3 457 ménages sensibilisés pour une population de 28 349 personnes – 12 pompes à motricité humaine réhabilitées
Campagnes d'Education sanitaire Assistance humanitaire contre l'épidémie de Choléra	CICR Coopération Wathab	2011-2012 Juillet-Août 2012	18 localités Abidjan (Abobo-Cocody/Bingerville)	– 8 003 ménages sensibilisés, 48 018 personnes sensibilisées, 2 459 puits traités – 30 500 personnes sensibilisées (10 706 femmes, 10 055 hommes et 9 741 enfants dans 7 200 ménages – 6 900 bouteilles de javel et 20 700 savons distribués
2. SA NTE COMMUNAUTAIRE ET IST-VIH/Sida				
Premiers Secours et Santé à Communautaire (PSSBC)	CR Finlandaise/FICR:	2010-2012	San-Pédro et Toumodi	– 3 328 bénéficiaires des activités de prévention (Prise de la tension artérielle, contrôle de la glycémie, prise des mensurations, anémie) – 9 975 personnes sensibilisées à travers des séances CCC (promotion de l'hygiène, de la vaccination de routine)/ 2 460 ménages visités – 16 blocs de latrines et 08 dispositifs de lavage de mains ont été construits dans les écoles primaires publiques Latrines en dalle sanplat – 918 personnes initiées aux gestes élémentaires de secours

Projet intégré de prévention IST VIH Sida et santé communautaire	CR Hollandaise	Avril 2010 - Décembre 2011	Gd-Bassam, Jacquerville	<ul style="list-style-type: none"> - 1 290 femmes enceintes ont été sensibilisées et encouragées à se rendre en CPN à travers 40 séances de sensibilisation sur la PTME - 17 438 jeunes dont 4 967 jeunes scolarisés et 11 735 jeunes non scolarisés sensibilisés à travers l'EP - 3 596 séances de dépistage volontaire organisées - 218 OEV ont bénéficié d'un soutien psychosocial - 452 PVVIH assistées à travers des associations de PVVIH - 40 clubs de mères ont été constitués, sensibilisés et formés sur la santé maternelle y compris la promotion de l'allaitement maternel et de la vaccination de routine
Projet PSAMAO : Prévention du SIDA sur les Axes Migratoires de l'Afrique de l'Ouest	PSI (population service International)	2009-2010	Abidjan Yamoussoukro Bouaké	<ul style="list-style-type: none"> - 22 508 Personnes touchées dont 4 124 PS (Professionnel de sexe) à travers des séances de Communication pour le Changement de Comportement (abstinence, fidélité, préservatifs, rapports sexuels à moindre risque) - 2 696 PS sensibilisées - 8 545 préservatifs masculins distribués
Projet Village en Santé	CR Canadienne/FICR	Juillet 2011-août 2012	Département de Toulepleu	<ul style="list-style-type: none"> - 3 Cases de Santé Communautaires (CSC) réhabilitées et dotés de médicaments et matériels médicaux desservent les villages - 9 ASC recyclés pour le suivi des cas de maladies - Les enfants de 8 écoles ont bénéficié de soutien psychosocial
Projet CERF-Activités de Clinique Mobile	UNFPA :	Nov 2011-Janv 2012: Avril –septembre 2012	Bloléquin et Bangolo	<ul style="list-style-type: none"> - 36 071 consultations médicales en soins curatif et Santé de la reproduction - 1 641 femmes reçues en consultations gynéco-obstétricales et 29 accouchements normaux réalisés - 136 003 personnes sensibilisées dont 82% de femmes sur le VIH/sida, Paludisme, les CPN, calendrier vaccinal, PF, Violences sexuelles et violences basées sur le genre - 5 338 personnes écoutées et ont reçu un soutien psychologique (y compris les victimes de violences sexuelles)
Projet Mère et Enfants en Bonne Santé /3 FM	CR Hollandaise	Septembre - décembre 2012	Bloléquin, Bangolo Sassandra	<ul style="list-style-type: none"> - 5 231 enfants reçus en consultation - 943 femmes enceintes reçu en CPN - 108 cas VBG ont reçu un soutien psychosocial - 33 833 personnes sensibilisées sur les PFE
Campagne de sensibilisation contre le VIH/sida	CICR	2012 (3 mois)	Dabou, Abgenville, Bondoukou, San- Pédro et Bongouanou	<ul style="list-style-type: none"> - 3 087 ménages visités - 18 469 personnes sensibilisées - 25 551 préservatifs masculins distribués - 400 préservatifs féminins distribués
Mobilisations sociales lors des campagnes de vaccination au niveau national	FICR	2008-2012	Localités ciblées lors des campagnes nationales	<ul style="list-style-type: none"> - 9 passages JNV Polio, 2 campagnes méningites, 1 campagne rougeole, 1 campagne fièvre jaune 1 campagne grippe aviaire - 4 232 220 personnes sensibilisées, 1 503 492 ménages visités, 3 556 leaders communautaires touchés, 3 522 365 enfants de 0 à 5 ans identifiés

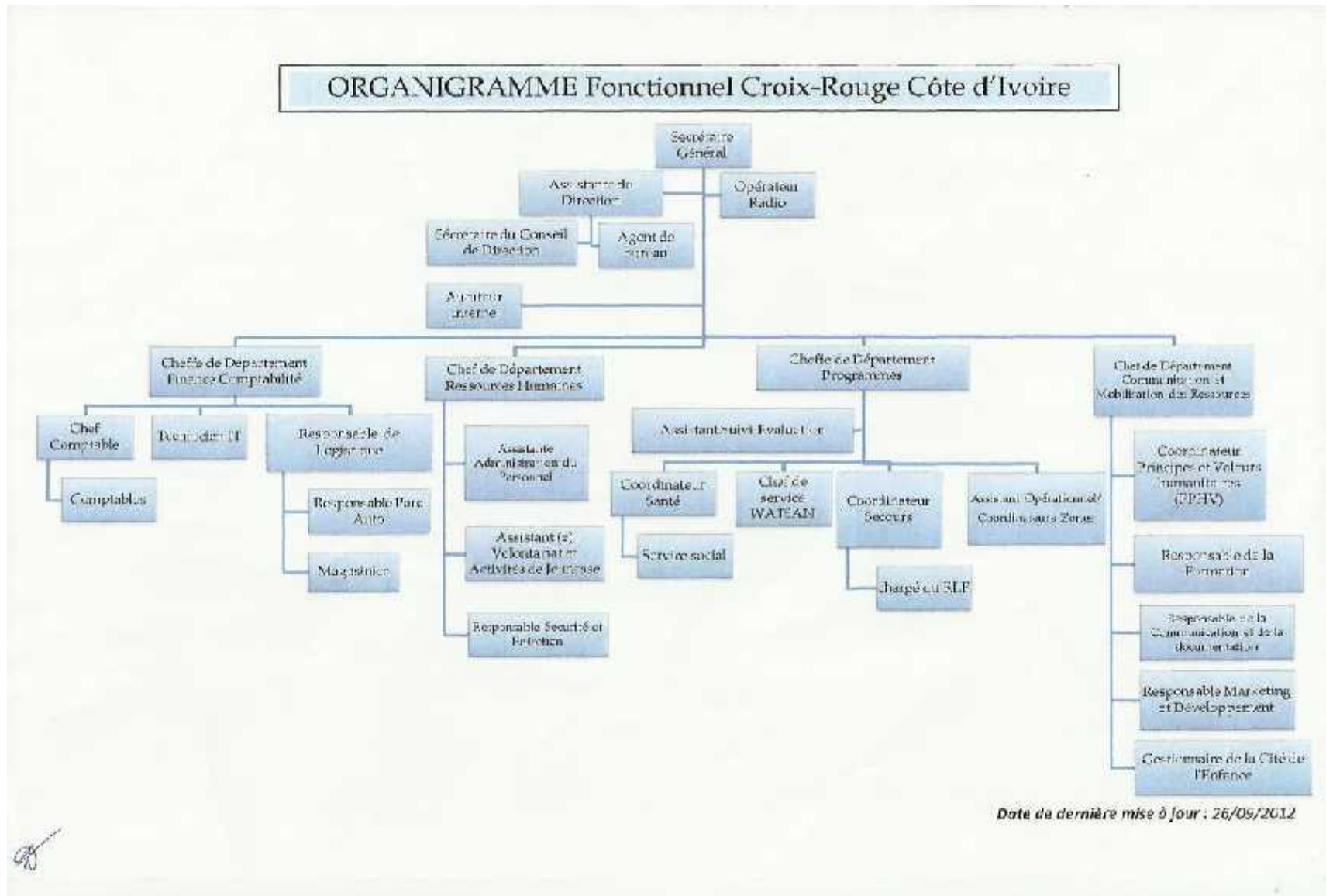
SECOURS D'URGENCES ET GESTION DES CATASTROPHES : PREPARATIONS				
Programme EPR (Emergency Preparedness and Response)	CICR	2008-2012	–	<ul style="list-style-type: none"> – 15 nouvelles brigades de secours installées et équipées – 525 volontaires formés aux premiers secours – 26 volontaires et relais communautaires formés à la prévention des feux de brousse – Dossards (298), Trousses de secours (60), Fanions (198), Mannequin adulte (2) et enfant (2)-2009-CICR, 5 véhicules acquis – Entretien et suivi des installations des stations HF&VHF – 93 volontaires et points focaux formés aux techniques d'évaluation initiales (Modules d'ECOSEC) – Activités de rétablissement des liens familiaux
Projet de Développement Institutionnel des Sociétés d'Afrique de l'Ouest (DISAO +)	CR Espagnole	2009	–	<ul style="list-style-type: none"> – 150 volontaires formés aux premiers secours – Mise en place de 02 équipes nationales de réponse aux catastrophes (NDRT) et 02 équipes communautaires de réponse aux catastrophes (CDRT) – Un stock d'urgence composé de non vivres pour 100 ménages constitué – Un stock de matériel de premiers secours constitué
PROMOTION DES PRINCIPES ET VALEURS HUMANITAIRES				
Programme d'information-diffusion sur la Croix-Rouge	CICR	2008-2012	–	<ul style="list-style-type: none"> – 125 diffuseurs formés dont 11 formateurs – Réseau de diffuseurs mis en place (59/76 branches locales disposent de diffuseurs) – Les bulletins d'information trimestrielle « Croix-Rouge Solidarité » sont édités en 2000 exemplaires – Outils de communication (Tee-shirt, dépliants, stylos ...) sont produits
Projet de Sensibilisation contre l'usage abusif de l'emblème	CICR	2010-2012	13 localités	<ul style="list-style-type: none"> – 325 structures identifiées et sensibilisées dans 13 localités, et 283 retraits de cas d'abus de l'emblème – Un Projet de loi pour la protection de l'emblème en voie d'être présenté au Parlement ivoirien pour adoption
Projet éducatif : Explorons le Droit Humanitaires (EDH)	CICR Autre acteurs : MEN (DPFC)	2004-2010	–	<ul style="list-style-type: none"> – Le projet a contribué à la création d'une nouvelle discipline dénommée « Education au Droit de l'Homme et à la Citoyenneté » (EDHC). – L'EDH est désormais un programme intégré au curricula.
Projet ACRED	CR Espagnole	2008-2012	Abidjan	<ul style="list-style-type: none"> – 4 680 enfants (internes et externes au Centre) de la rue ont été suivis dans le cadre des activités de protection et de promotion des droits de l'enfant à travers le Centre ACRED.

Annexe 2 : Structures de la Croix-Rouge de Cote d'Ivoire

Gouvernance :



Gestion :



Annexe 3 : Liste des participants

N°	Nom et Prénoms	Structure	Fonction	Contact	Email
1	Mme SQUARE Koné Karidiata	CRCI	1 ^{ère} V/Présidente	05 78 63 48	souarekaridiata@yahoo.fr
2	BA Todé Victor	CRCI	2 ^{ème} V/Présidente	07 03 06 60	batodevictor@yahoo.fr
3	GORI Yapi Marcel	CRCI	Coordinateur Santé	41 05 35 77	gym19672002@yahoo.fr
4	EBROTTIE Mathurin	CRCI	Coord. Zone Centre Nord	07 63 17 92	ebrottie2003@yahoo.fr
5	KONAN Salimata	CRCI	Assistante Opérationnelle	01 90 49 87	konankasali@yahoo.fr
6	Mme N'GUESSAN Véronique	CRCI	Cheffe Comptable	41 05 36 59	veronique.nguessan@croixrouge-ci.org
7	SIBY Bruno	CRCI	Coord. Zone	41 05 36 42 / 06 28 42 27	brunosiby@yahoo.fr
8	YEBA Debouchard	CRCI	Coord. Zone	47 46 72 32 / 05 53 84 60	cozcogui2012@yahoo.fr
9	KONE Fansu	CRCI	Chef DRH	40 35 07 02	fansu.kone@croixrouge-ci.org
10	KOUAME Théophile	CRCI	Assistante RH	41 05 36 82	djiolothophile@yahoo.fr
11	LIA Kouadia Lucien	CRCI	Chef DCMR	40 35 06 58	lucien.lia@croixrouge-ci.org
12	HOUSSOU Roselyne	CRCI	Chef DFC	40 35 05 59	roselynehoussou@yahoo.fr
13	OUATTARA Zié Mamadou	CRCI	Responsable IT	41 05 36 37	ouattarazié@yahoo.fr
14	SEONE Aboubacar	CRCI	Responsable Flotte	41 05 36 45	seone_aboubacar@yahoo.fr
15	AKA Aboussou Théophile	CRCI	Service Social	01 80 74 46/ 07 22 01 56	aboussouthophileaka@yahoo.fr
16	GUEHI Aimé Magloire	CRCI	Assistant WATSAN	41 05 36 64/ 05 82 26 55	ptiaime76@gmail.com
17	KODJO Gaba Fanck	CRCI	Responsable Communication	07 70 16 36/ 41 05 36 41	gabacaleb@yahoo.fr
18	ADINGRA Narcisse	CRCI	Responsable Agence	41 05 36 69	adingragn@yahoo.fr
19	KOUASSI Alain Roger	CRCI	Coordinateur Secours	40 78 35 87	k_rogeralain@yahoo.fr
20	OULAI Pierre	CRCI	Responsable Formation	40 35 07 16	pierreoulai@yahoo.fr
21	Dr. NIOULE Zéadé Léonard	CRCI	Secrétaire Général	41 05 36 80	niouzeade@yahoo.fr
22	DIABI Boubacar	CRCI	Coordinateur PPHV	41 05 36 55	aboubacar_diabi@yahoo.fr
23	EKOU Félicienne	CRCI	Assistante Direction du SG	41 05 36 81	ekou_felicienne@yahoo.ca
24	NIANGORAN Virginie	CRCI	Cheffe des Programmes	40 35 07 87	niang_virginy@yahoo.fr
25	EDOH Adolphe	CR Hollandaise	Conseiller D.O.	+228 92 66 66 96	aedoh@redcross.nl
26	ISSA Zakari	FICR	Délégué Watsan	44 50 67 19	zakari.issa@ifrc.org
27	AKA Louis Philippe	FICR	DMS Officer	06 13 68 76	aka.louis@ifrc.org
28	ASSABLI Vincent	CICR	Assistant Coopération	09 47 04 90	vassabli@yahoo.fr
29	DRAMANE Touré	CNTIG	Conseiller Technique	08 97 97 77	dturray@yahoo.fr
30	Prof. KONE Mariatou	MEMPD	CT / PNLS	07 90 21 89	mariatoukone@yahoo.fr

Bibliographie

- Stratégie 2020, Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge '**FICR**
- Plan National de Développement '**PND**' 2013-2015, République de CI
- Plan National de Développement Sanitaire '**PNDS**',2009-2013, MSLS
- Rapport d'activités, **DCPEV** 2011
- Côte d'Ivoire 2013, Besoins Humanitaires, **OCHA**
- Rapport national sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, Août 2010, **PNUD**